

## CAHIER SPECIAL

**1<sup>er</sup> Forum mondial  
des sciences sociales  
à Bergen**

## DOSSIER

**Zoom sur  
les Pays-Bas**

## ENTRETIEN

**Pr. N'galadjo Bamba :  
« Le développement,  
c'est le changement  
de mentalités »**



## Pandémie et bioéthique

L'apparition d'un nouveau virus a conduit l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à augmenter son niveau d'alerte à la pandémie à la phase 5 sur une échelle de 6. Depuis que le Ministère mexicain de la santé a observé, à la fin du mois de mars, des symptômes liés à cette nouvelle souche du virus influenza, la communauté internationale a montré une incroyable détermination à coopérer pour prévenir la propagation du virus et minimiser ses impacts sur les populations. Par mesure de précaution, les autorités mexicaines ont annulé les événements publics et fermé tous les services publics non-essentiels incluant les écoles et les universités.

À la lumière de ces événements, et en consultation étroite avec les autorités mexicaines, nous avons repoussé à une date ultérieure deux rencontres internationales majeures qui devaient se tenir à Mexico au mois de Mai – la 16<sup>e</sup> session du Comité international de bioéthique (CIB) et la Conférence conjointe de la Commission européenne et l'UNESCO intitulée « Action conjointe pour le renforcement des capacités en bioéthique ».

L'OMS travaille depuis plusieurs années sur les questions éthiques liées à une pandémie potentielle de l'influenza pour apporter à ses États membres des conseils pratiques afin de leur permettre de prendre en compte les dimensions éthiques, juridiques ainsi que celles liées aux droits humains dans la gestion d'une telle pandémie. Ainsi, en janvier 2007, elle a publié des recommandations pour la recherche de cas humains d'influenza aviaire A (H5N1).

La situation sanitaire actuelle démontre clairement qu'aucune nation n'est immunisée face à la menace mondiale croissante que peut constituer l'irruption isolée d'un virus dans une seule partie de la planète. Si les individus, marchandises et aliments voyagent à travers le monde en quantité et à une vitesse sans précédent, il en va de même pour les myriades de micro-organismes pouvant engendrer des maladies. Les frontières nationales n'offrant qu'une protection très limitée face à de telles menaces, le problème rencontré par un pays devient celui de tous les autres. L'émergence d'épidémies et de pandémies souligne ainsi l'importance de penser mondialement la santé, y compris d'un point de vue éthique.

La *Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme*, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 2005, tout en affirmant des principes bioéthiques largement acceptés tels que le respect pour l'autonomie individuelle et le consentement, élargit également les perspectives en soulignant la nécessité d'une approche mondiale et communautaire de ces questions urgentes pour de nombreux pays. ¶



**Pierre Sané**  
Sous-Directeur général  
de l'UNESCO  
pour les sciences sociales  
et humaines

## Éthique des sciences

Vers un réseau international des comités de bioéthique .....	3
Report de la 16 <sup>e</sup> session du Comité international de bioéthique .....	4
Le développement des nanotechnologies au cœur du débat dans les États arabes .....	5
À Monaco, les experts au chevet de l'Arctique .....	6

## Transformations sociales

Intégration régionale: bientôt un institut de recherche au Cap Vert .....	7
---	---

**Pr. Lambert N'galadjo Bamba:**  
« Le développement, c'est le changement de mentalités » .....

**Cahier spécial:**  
**1<sup>er</sup> Forum mondial des sciences sociales** .....

UNESCO pilote un projet pour la jeunesse avec 21 organisations .....	16
--	----

## Droits humains

Plaidoyer pour la justice sociale et les droits humains à Londres ...	17
Crise économique et questions de genre: une étude menée sur les 5 continents .....	18
Pauvreté et droits humains: création d'une chaire UNESCO à l'université de Bologne .....	19
Subventions de recherche en Afrique Sub-saharienne .....	19
Racisme: quels défis pour l'UNESCO? .....	20
Villes contre le racisme: élargir l'ECCAR vers l'Europe de l'Est .....	21

## Dossier



© Jan Stads/ Nederlands Centrum voor Volkskultuur

<b>Zoom sur les Pays-Bas</b> .....	22-28
Les sciences sociales et humaines au sein des commissions nationales pour l'UNESCO.	

<b>La tribune des lecteurs</b> .....	29
<b>Publications</b> .....	30
<b>Agenda</b> .....	32



Afin de protéger l'environnement, *shsregards* est imprimé sur du papier à 80% recyclé.

*shsregards* est un bulletin d'information trimestriel qui présente divers aspects de l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le domaine des sciences sociales et humaines. Il est également imprimé en anglais et est disponible, sous forme électronique, en russe et, ponctuellement, en espagnol. Toutes les versions linguistiques sont téléchargeables sur le site web du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO ([www.unesco.org/shs](http://www.unesco.org/shs))

Les articles peuvent être reproduits à condition qu'ils soient accompagnés de la mention « reproduit de *shsregards* » en précisant la date, le numéro et, le cas échéant, le nom de l'auteur de l'article.

© UNESCO, 2009. ISSN 1819-9704.  
Tirage: 10 000 exemplaires.

**Directeur de publication:** Pierre Sané  
**Rédactrice en chef:** Cathy Bruno-Capvert  
**Rédacteur en chef adjoint:** Nfaly « Vieux » Savané  
**Comité de rédaction:** Mimouna Abderrahmane; Khaled Abu-Hijleh; Bérénice Alcalde; Kristina Balalovska; Coraline Bardinat; Diana Body Lawson; Gissele Burbano Fuertes; Kornelia Guse; Imteyaz Khodabux; Maria Kyriottou; Vincent Maugis; Antoine Pécoud; Jo-Lind Roberts; Malik Samassekou; Chiara Sponzilli et Konstantinos Tararas  
**Iconographie et site web:** Petra Van Vucht Tijssen  
**Édition anglaise:** Carmel Rochet, assistée d'Antony Lynch et Hélène Walters  
**Édition russe:** Alla Ampar

**Conception graphique et réalisation:**  
Atelier Takavoir – Paris  
**Impression:** OTT imprimeurs, 2009

**Diffusion et abonnement:** Diana Body Lawson,  
[shs@unesco.org](mailto:shs@unesco.org), tél.: +33 1 45 68 37 81

**Adresse sociale:** UNESCO-SHS/EO/CIP  
1, rue Miollis – 75015 Paris, France

COOPÉRATION

# Vers un réseau international des comités de bioéthique

Reportée en raison de la situation sanitaire au Mexique, une conférence, qui devait se tenir, à Mexico, du 7 au 9 mai 2009, aurait dû aboutir à la création d'un réseau mondial des comités nationaux de bioéthique susceptible de favoriser le renforcement mutuel de ces structures et d'amplifier, de manière conséquente, les coopérations Nord-Sud et Sud-Sud.

Si la situation n'était pas si dramatique, elle serait une douloureuse ironie du sort. La terrible épidémie de grippe porcine est, en effet, apparue au Mexique, alors même que la ville de Mexico s'apprêtait à être le théâtre d'une étape historique dans la coopération internationale en matière de bioéthique.

C'est dans cette ville, où fut fondé, en mai 2003, le très dynamique réseau latino-américain « Redbioetica », qu'auraient dû être mis en synergie les comités nationaux de bioéthique du monde entier, à la faveur d'une conférence organisée par l'UNESCO et la Commission européenne, en marge de la 16<sup>e</sup> session du Comité international de bioéthique (lire page suivante).

Tout comme cette session, cette conférence – dite « Conférence Jacob » – a été reportée. Elle devait initialement réunir, du 7 au 9 mai 2009, dans la capitale mexicaine, des experts et des membres des comités nationaux de bioéthique venus d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie et du Pacifique, des États arabes, et d'Europe, avec l'objectif de renforcer les infrastructures nationales intervenant dans le domaine de la bioéthique, en favorisant le développement de comités d'éthique indépendants, pluridisciplinaires et pluralistes.

## Une vision commune

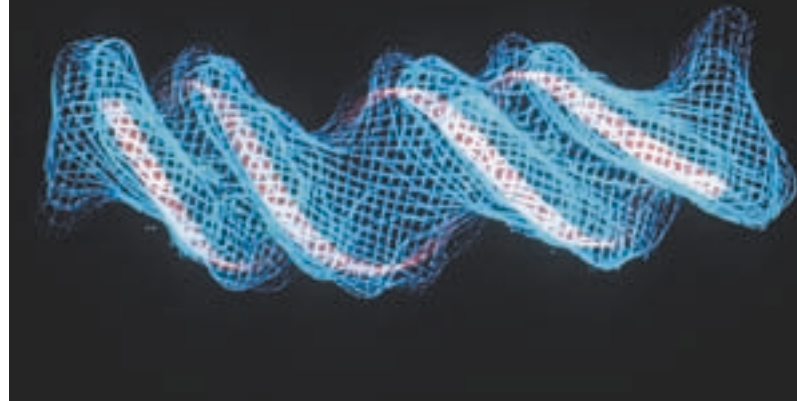
Trois thèmes étaient à l'ordre du jour : les questions émergentes en bioéthique, l'engagement dans le discours éthique, et la constitution d'un réseau international. Ce dernier point devait faire événement : la création d'un tel réseau étant susceptible de donner une nouvelle dimension aux efforts développés, depuis de nombreuses années, par les États membres de l'UNESCO en faveur de la bioéthique et des droits humains.

En instaurant le cadre d'une véritable collaboration, à l'échelle de la planète, entre tous les comités nationaux de bioéthique, ce réseau pourrait, en effet, renforcer les capacités de chacun d'entre eux, et amplifier, de manière conséquente, les coopérations Nord-Sud et Sud-Sud. Pour ce faire, encore fallait-il dégager une vision commune permettant l'enrichissement mutuel. C'était, là, l'une des ambitions de la conférence de Mexico, qui entendait offrir aux participants l'occasion de partager, non seulement leurs connaissances et leurs expériences en matière de gestion de ces comités, mais également leurs vues sur la manière dont ces structures

**Les comités de bioéthique jouent un rôle important dans le développement du discours sur la bioéthique, ce qui les amène à avoir une incidence sur les lois et les pratiques.**

© CNRS Photothèque/Philippe Flailly

De la santé publique à la recherche sur les êtres vivants, les comités de bioéthique font le lien entre éthique et politique.



peuvent participer efficacement à la prise de décision, en contribuant à l'établissement des priorités et en conseillant les politiques.

De la santé publique aux soins médicaux, en passant par la recherche sur les êtres vivants, l'adaptation au milieu social et environnemental ou encore la conservation des ressources naturelles, aucune des problématiques qui occupent le champ de la bioéthique ne saurait, en effet, être abordée sous le seul angle académique. Toutes entretiennent un rapport

direct avec l'arène politique, soulevant des questions liées à la pauvreté, aux inégalités et à l'exclusion sociale.

Véritables instruments de liaison entre l'éthique et la politique, les comités nationaux de bioéthique sont, de fait, amenés à jouer un rôle important dans le développement du discours sur la bioéthique et ont une incidence sur les lois, les règlements et les pratiques en vigueur au niveau local.

La conférence de Mexico aurait dû être un moment privilégié pour échanger sur leurs besoins, les défis auxquels ils sont confrontés, et les expériences qu'ils ont pu accumuler. À partir d'exemples concrets, les participants avaient été invités à discuter des problématiques communes aux différentes régions du monde et des mécanismes institu-

tionnels mis en place, au niveau national, pour y répondre.

Pour la première fois, ils envisageaient d'adopter une Déclaration visant à établir ce réseau international, qui pourrait leur donner encore plus de force et de visibilité. L'UNESCO espère qu'ils pourront se réunir à Mexico dans les prochains mois. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Sabina Colombo, [s.colombo@unesco.org](mailto:s.colombo@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 38 03

MEXIQUE

## Report de la 16<sup>e</sup> session du Comité international de bioéthique

Même si la 16<sup>e</sup> session du Comité international de bioéthique (CIB), qui devaient se tenir à Mexico, du 4 au 6 mai 2009, a dû être reportée, l'espoir demeure de tenir cette réunion, dans les prochains mois, au Mexique, d'où a été impulsée une mobilisation exemplaire des pays d'Amérique latine autour de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits humains.

À 5 mois de la Conférence générale de l'UNESCO, la 16<sup>e</sup> session ordinaire du Comité international de bioéthique (CIB) de l'UNESCO, qui devait se tenir, du 4 au 6 mai 2009, à Mexico (Mexique), aurait dû être l'occasion de finaliser plusieurs rapports élaborés, au cours des derniers mois, par cette instance composée de 36 experts indépendants.

Au total, trois rapports devaient y être discutés : deux rapports principaux, portant, l'un, sur le clonage humain et la gouvernance internationale, et l'autre, sur le principe de la responsabilité sociale et la santé ; ainsi qu'un troisième - au stade de projet - relatif au principe du respect de la vulnérabilité humaine et de l'intégrité personnelle.

### « Redbioetica »

Organisée en coopération avec le Conseil scientifique pour les sciences de la Présidence du Mexique, cette session du CIB aurait dû surtout offrir une occasion unique de partager l'expérience latino-américaine et caribéenne en matière de bioéthique. Ainsi, après l'ouverture des travaux par Josefina Vázquez Mota, Ministre mexicaine de l'Éducation, Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, et Adolfo Martínez Palomo, Président sortant du CIB, la journée du 4 mai devait être, quasiment intégralement, dédiée à la perspective latino-américaine.

De la mise en place, en 2003, du réseau de coopération régional « Redbioetica » aux défis auxquels font face les comités nationaux de bioéthique d'Amérique latine et des Caraïbes, en passant par l'éducation à la bioéthique, ou encore la présentation des mesures législatives prises par des pays, tels le Brésil, pour faire vivre les déclarations de l'UNESCO, chef de file des Nations Unies dans le domaine de l'éthique :

rien de ce qui a pu être fait, ces dernières années, dans cette région du monde, pour sensibiliser le monde de la recherche, les populations et les pouvoirs publics aux enjeux bioéthiques, n'aurait dû être occulté.

Alors que cette réunion devait également être l'occasion d'examiner le rapport d'étape sur le programme de bioéthique de l'UNESCO – et en particulier la manière dont l'Organisation a promu et diffusé la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme, adoptée en 2005 –, la mobilisation exemplaire de tous les acteurs latino-américains en sa faveur aurait dû être rappelée.

S'il est, en effet, une région du monde qui s'est particulièrement investie pour contribuer à l'élaboration de ce texte, puis à sa promotion, c'est bien l'Amérique latine et les Caraïbes. Dès 2004, un processus de consultation de toutes les entités concernées par ce qui n'était alors qu'un projet fut engagé, qui donna lieu à la rédaction de la « Lettre de Buenos Aires », où les pays de la région exprimaient leur conviction que la réflexion bioéthique n'est pas un exercice abstrait et ne se limite pas aux aspects médicaux, mais concerne tous les aspects de la vie humaine, et doit respecter la diversité culturelle, en garantissant le partage équitable des progrès scientifiques et techniques. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Sabina Colombo, [ibc@unesco.org](mailto:ibc@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 39 39  
[www.unesco.org/shs/fr/bioethics](http://www.unesco.org/shs/fr/bioethics)



En Amérique latine, la réflexion bioéthique ne se limite pas aux aspects médicaux mais concerne tous les aspects de la vie.

© Alfredo Surr / Banque mondiale

### « NanoCap » s'invite à Bruxelles

À l'invitation de plusieurs parlementaires européens, dont Philippe Busquin, membre de la COMEST, le projet de recherche européen « NanoCap » s'est réuni, le 2 avril 2009, au Parlement européen à Bruxelles (Belgique), pour débattre du travail et de la vie avec les nanotechnologies. Le projet « NanoCap » a pour vocation de favoriser la participation des syndicats et des organisations de la société civile aux débats publics sur la gestion sociale des nouvelles technologies. Des préoccupations communes ont émergé quant aux impacts sanitaires et environnementaux des nanoparticules et des nanofibres. Leur usage se banalise, alors que leur toxicité est mal connue. Surtout, les travailleurs et les consommateurs directement concernés sont insuffisamment consultés dans la conception et dans la mise en œuvre des réglementations. Problème non seulement social mais éthique, qui recoupe une dimension importante du travail en cours de la COMEST sur la « nanoéthique ». ¶

Pour plus d'informations :  
[www.nanocap.eu](http://www.nanocap.eu)

### Atelier à Lomé sur l'éthique de l'environnement

Un atelier régional sur l'enseignement de l'éthique environnementale, initié dans le cadre du programme de l'UNESCO pour l'éducation à l'éthique, s'est tenu à Lomé (Togo), du 26 au 28 mars 2009. À l'issue de cet atelier, plusieurs recommandations ont été formulées, dont l'une en faveur de la promotion de l'éducation à l'éthique environnementale dans l'enseignement secondaire, technique et professionnel. Les participants ont également recommandé la promotion de la recherche sur les savoirs autochtones pour la défense de l'environnement, la mise en place d'une base de données des meilleurs pratiques éthiques pour la préservation de l'environnement, ainsi que le développement, par l'UNESCO, de la coopération entre organisations internationales, régionales et nationales dans le domaine de l'éthique environnementale. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Christophe Dikenou, [kc.dikenou@unesco.org](mailto:kc.dikenou@unesco.org),  
tél. : + 221 33 849 23 04

# Le développement des nanotechnologies au cœur du débat dans les États arabes



Comment garantir l'accès de tous aux technologies de pointe ?

© CNRS Photographie/Étienne Châtin

Une importante réunion sur les nanotechnologies et le développement dans les pays arabes, organisée, les 18 et 19 mai 2009, à Doha (Qatar), sera l'occasion de se pencher sur les modalités d'application des recommandations éthiques et politiques adressées par la COMEST aux États membres de l'UNESCO, en 2007.

Avec la réunion qui se tiendra à Doha, les 18 et 19 mai 2009, l'UNESCO va poursuivre la réflexion qu'elle a amorcée sur les nanotechnologies en vue d'étudier et d'élaborer des principes éthiques de nature à orienter leur développement.

La prodigieuse avancée des nanotechnologies continue en effet d'interpeller la communauté scientifique et l'opinion publique sur des questions centrales : Quels sont les enjeux liés à la santé et à l'environnement ? Quels sont les

risques d'applications militaires et biomédicales ? Comment garantir l'accès pour tous aux découvertes et aux technologies de pointe ?

La quarantaine de participants attendus, en provenance des différentes régions du monde, seront ainsi invités à apporter des réponses et à se concerter sur les conditions de mise en œuvre, dans la région arabe, des recommandations et des stratégies sur l'éthique, telles qu'elles ont été élaborées et adressées, en 2007, aux États membres de l'UNESCO, par la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST).

## Un potentiel considérable

Au croisement de plusieurs disciplines scientifiques – comme l'électronique, la mécanique, la chimie, l'optique, la biologie –, qui manipulent des objets d'une taille de l'ordre du nanomètre (milliardième de mètre), les nanotechnologies offrent un potentiel d'application considérable, susceptibles de toucher tous les secteurs de l'activité humaine : technologies de l'information et de la communication, matériaux, énergie, eau, espace, médecine, etc.

Leur potentiel immense n'en pose pas moins la nécessité d'ériger des garde-fous capables de prévenir certaines dérives. On imagine, par exemple, les risques d'une compétition effrénée pour concevoir, fabriquer, voire déployer de nouvelles armes de destruction plus petites, sophistiquées et meurtrières. De même, on commercialise déjà des produits (peintures ou enduits, notamment) qui utilisent des nanoparticules dont la toxicité n'a pas été sérieusement étudiée.

En outre, les nanotechnologies constituent un défi pour les politiques scientifiques. En effet, évoluant dans un domaine où la distinction classique entre science et technologie est très difficile à maintenir, du fait que les scientifiques et les ingénieurs sont amenés à travailler ensemble, faisant éclater les frontières entre disciplines et converger approches et techniques, les nanotechnologies exigent une approche holistique reposant sur un authentique dialogue interdisciplinaire.

Consciente de tous ces enjeux, l'UNESCO a pris diverses initiatives afin de dresser un état planétaire des dimensions éthiques des nanotechnologies et en étudier les implications pour

les États membres, en même temps que les initiatives qu'elle pourrait prendre.

L'un des résultats attendus au sortir de la réunion de Doha est que la région arabe, qui connaît un développement rapide de cette nouvelle technologie, puisse prendre la mesure de tous ces enjeux – dont, notamment, la dimension éthique – en mettant précisément en œuvre les recommandations de la COMEST, dont l'essentiel tient en trois maximes : mise en place d'un cadre éthique ; nécessité de sensibiliser l'opinion et de promouvoir le débat sur les nanotechnologies ; nécessité d'une éducation éthique.¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

John Crowley, [j.crowley@unesco.org](mailto:j.crowley@unesco.org), tél. : + 33 1 45 68 38 28

Les recommandations de la COMEST sur les nanotechnologies sont téléchargeables sous la référence

<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001521/152146f.pdf>

## APPEL À CANDIDATURES



## Prix Avicenne 2009

Le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO lance un appel à candidatures pour le Prix Avicenne 2009, dont le délai est fixé au 5 juin 2009, au plus tard.

Doté de 10 000 dollars des États-Unis et d'une visite scientifique d'une semaine en République Islamique d'Iran, ce prix vise à promouvoir la réflexion éthique sur les questions soulevées par les avancées des sciences et des technologies. Les gouvernements des États membres de l'UNESCO et les organisations non gouvernementales entretenant des relations officielles avec l'UNESCO peuvent proposer un individu ou un groupe d'individus.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Henk ten Have, [comest@unesco.org](mailto:comest@unesco.org), tél. : + 33 1 45 68 38 58

CHANGEMENT CLIMATIQUE

# À Monaco, les experts au chevet de l'Arctique



© Kest47/Flitler

La Principauté de Monaco a accueilli, du 3 au 6 mars dernier, une importante réunion sur l'avenir de l'Arctique face aux défis du changement climatique. Une quarantaine de spécialistes, des ONG et représentants des peuples autochtones circumpolaires ont porté une attention soutenue aux populations de cette région et à leurs institutions.

À l'initiative du Professeur Jean Malaurie, Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO chargé des questions polaires arctiques, une conférence internationale consacrée aux conséquences du réchauffement climatique sur l'Arctique s'est tenue, à Monaco, en mars 2009.

Cette rencontre a rassemblé une quarantaine d'experts venus des États arctiques (Canada, Danemark-Groenland, États-Unis, Finlande, Islande, Norvège, Russie et Suède), ainsi que d'Europe, d'Afrique du Sud, du Japon et de Nouvelle-Zélande.

Ensemble, ils ont dressé un état des lieux inquiétant : avec la fonte des glaces et une banquise qui s'éloigne de plus en plus des côtes, les centaines de milliers d'habitants du Nord circumpolaire assistent au dépérissement de leur espace vital.

Cette situation, qui pourrait favoriser le transport maritime et le développement industriel, menace les populations locales. Ne se contentant pas de présenter les modifications que ces populations devront apporter à leur mode de vie pour s'adapter aux changements environnementaux, les spécialistes ont souligné que les nombreux peuples de l'Arctique disposent d'institutions et de valeurs qui constituent autant de réponses méritant d'être prises en considération.

Selon eux, les populations locales font en effet preuve d'une grande créativité et s'emploient à promouvoir l'autodétermination, la prospérité et les aspirations de leurs communautés et de leurs régions. L'impératif éthique, qui exige notamment la prise en compte des peuples autochtones a constitué l'un des fils conducteurs de la réunion.

## Des recommandations

À l'issue des travaux, diverses recommandations ont été formulées. Parmi celles qui mettent l'accent sur les dimensions sociales et humaines du changement climatique : la mise en place d'un processus de dialogue afin « d'élaborer des stratégies sur les défis du changement climatique pour les peuples autochtones circumpolaires, y compris la sauvegarde du patrimoine immatériel et la création de synergies entre les savoirs autochtones et les connaissances scientifiques ».

Il a aussi été question de promouvoir l'emploi, grâce à la préservation des formes d'activité traditionnelles des peuples autochtones circumpolaires et à l'amélioration de l'accès des chercheurs aux zones économiques exclusives de l'Arctique.

Appréciant les résultats de cette réunion, s.a.s le Prince Albert II de Monaco s'est félicité du fait que « les esprits se sont ouverts à une nouvelle solidarité avec ces terres éloignées ». Le Directeur général de l'UNESCO, en ouverture des travaux, a pour sa part exprimé la conviction que « le climat mondial sera soumis à des changements majeurs », les qualifiant de « défi le plus important de notre époque ».

Tout comme le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), également présent à Monaco, Koïchiro Matsuura a souligné combien l'élaboration de « stratégies d'adaptation appropriées » est désormais « un impératif partagé, y compris par le système des Nations Unies ».

Pour plus d'informations, merci de contacter : John Crowley, [j.crowley@unesco.org](mailto:j.crowley@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 38 28

## Changement climatique : un plan d'action de l'UNESCO

Un plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie de l'UNESCO pour faire face au changement climatique, pour la fin 2009 et la période 2010-2011, a été soumis à l'examen du Conseil exécutif, lors de sa 181<sup>e</sup> session d'avril 2009. Après l'avoir étudié, ce dernier a prié le Directeur général de l'Organisation de renforcer le contenu de ce plan, s'agissant, notamment, des incidences sociales et éthiques du changement climatique, afin de lui présenter cette version affinée dans le cadre du rapport qui lui sera fait sur la mise en œuvre de la Stratégie de l'UNESCO pour faire face au changement climatique, lors de sa prochaine session.

Établi par une plate-forme d'action intersectorielle de l'UNESCO, sur la base des contributions de toutes les unités mettant en œuvre les grands programmes de l'Organisation au Siège et sur le terrain, ce plan d'action vise à orienter les travaux d'adaptation au changement climatique de l'UNESCO au niveau des pays, dans une approche multidisciplinaire.

Son objectif est la mise en œuvre progressive de la Stratégie de l'Organisation dans ce domaine, qui a été approuvée par le Conseil exécutif, lors de sa 180<sup>e</sup> session, et dont l'objectif global est d'aider les États membres, non seulement à établir et à tenir à jour une base de données sur le changement climatique, mais également à prendre des mesures pour s'adapter aux effets du réchauffement du climat, en atténuer les causes et renforcer le développement durable. À l'image de la Stratégie de l'UNESCO, le plan d'action s'articule ainsi autour de trois principaux objectifs : établir et mettre à jour une base de connaissances sur le changement climatique (analyse scientifique, évaluation, surveillance et alerte précoce) ; promouvoir l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ce phénomène, notamment grâce à une meilleure éducation et à la sensibilisation du public ; et faire de l'UNESCO une organisation neutre sur le plan du climat.

Pour plus d'informations, merci de contacter : John Crowley, [j.crowley@unesco.org](mailto:j.crowley@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 38 28

AFRIQUE DE L'OUEST

# Intégration régionale : bientôt un institut de recherche au Cap Vert

L'institut de recherche internationale sur l'intégration régionale et les transformations sociales en Afrique de l'Ouest, qui sera basé à Praia (Cap Vert), pourrait bénéficier du statut de « Centre de catégorie 2 » de l'UNESCO.

D'ici la fin 2009, un institut de recherche internationale sur l'intégration régionale et les transformations sociales en Afrique de l'Ouest devrait ouvrir ses portes à Praia, au Cap Vert. Ce projet, approuvé à l'unanimité par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le 18 janvier 2008, à Ouagadougou (Burkina Faso), est, en tous cas, en très bonne voie.

Sous l'impulsion d'un comité de pilotage, rassemblant des représentants des gouvernements capverdien, sénégalais et ivoirien, de l'UNESCO, de la CEDEAO, de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), d'ECOBANK et du centre de recherches pour le développement international, une liste de domaines d'étude potentiels a déjà été établie, ainsi qu'une stratégie de constitution d'un fonds de 50 millions de dollars des États-Unis, destiné à assurer la viabilité de l'institut et à garantir son indépendance et son autonomie.

## Améliorer la connaissance mutuelle

Lors d'une réunion de ce comité de pilotage, qui s'est tenue, début mars 2009, à Abidjan (Côte d'Ivoire), un cap supplémentaire a été franchi : le cadre juridique, rendant possible la création d'une telle structure, a en effet été défini. Dans la foulée, un projet de règlement du futur institut devait être soumis à l'adoption du Conseil des ministres de l'UEMOA, avant d'être examiné, au mois de mai, par le Conseil des ministres de la CEDEAO.

Entre temps, le Conseil exécutif de l'UNESCO devait, pour sa part, adopter, une recommandation demandant à l'ensemble des États membres de l'Organisation de conférer à cet institut le statut de « Centre de catégorie 2 ».

## Grande Corne de l'Afrique : une question d'identité

Le Forum « Horizon de la Grande Corne », dont la création avait été parrainée par l'UNESCO, organisera, du 9 juin au 13 novembre 2009, à Djibouti, un atelier sur le thème « Identité, Citoyenneté et Intégration ». Cette session réunira des experts et chercheurs de toute la région, qui, ensemble, tenteront d'analyser, de manière critique, les conceptions dominantes sur ces questions, d'explorer de nouvelles approches et définitions de ces concepts, et de définir une vision identitaire citoyenne qui pourraient créer les conditions d'une véritable coopération entre les pays de la Corne de l'Afrique. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Claudia Maresia, [c.maresia@unesco.org](mailto:c.maresia@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 45 33

© Cathy Bruno-Capvert



Ainsi placé sous l'égide de l'UNESCO, celui qui porterait le nom d'Institut de l'Afrique de l'Ouest (IAO) pourrait non seulement bénéficier des compétences techniques de l'Organisation, mais se verrait aussi offrir la meilleure visibilité possible pour assurer sa promotion et collecter des ressources extrabudgétaires afin d'appuyer ses activités.

De fait, la création d'une telle structure de recherche répond à un besoin qui n'a cessé de s'exprimer lors d'une série de séminaires organisés, entre 2005 et 2008, dans les 15 pays de la CEDEAO, sous l'égide du programme de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales (MOST) : celui de regrouper les multiples recherches et les réseaux sur l'intégration régionale existants aujourd'hui, afin d'améliorer la connaissance mutuelle entre les pays de la sous-région et les aider, ainsi, à amplifier leur coopération.

Au-delà de l'exigence de mise en commun des savoirs, l'IAO nourrit surtout l'objectif de permettre aux décideurs politiques ouest-africains de procéder à des choix stratégiques favorisant la croissance économique, la protection des droits humains et la sécurité humaine, grâce à des données factuelles et des analyses produites par les plus éminents spécialistes.

À travers lui, c'est en fait de l'accélération du développement social, économique et culturel de toute la sous-région dont il s'agit. Avec une population estimée à 260 millions habitants, l'espace de la CEDEAO est, en effet, l'un des plus pauvres du monde, comptant 10 des 22 pays les moins bien classés, en 2007, selon l'Indicateur du développement humain de l'ONU. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

NFaly « Vieux » Savané, [n.savane@unesco.org](mailto:n.savane@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 38 33

# Pr. Lambert N'galadjo Bamba : « Le développement, c'est le changement de mentalités. »

Pour espérer emprunter les chemins du développement, l'Afrique devra mettre en place une stratégie de création et de rétention de la richesse et profiter de la crise financière mondiale pour inventer et imposer son propre modèle de développement : telles sont les convictions du Pr. Lambert N'galadjo Bamba, Commissaire chargé des politiques macro-économiques de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), interrogé à l'occasion de la réunion du comité de pilotage du futur Institut de l'Afrique de l'Ouest, qui s'est tenue, en mars 2009, à Abidjan.

ENTRETIEN



© D. R.

**Pourquoi la CEDEAO a-t-elle fortement soutenu le projet de création d'un Institut de l'Afrique de l'Ouest, dont l'objectif est de rapprocher les résultats de la recherche en sciences sociales, des décideurs économiques et politiques ?**

Nous avons décidé d'accompagner le projet de création de l'Institut de l'Afrique de l'Ouest (IAO) pour combler un vide qui existe à notre niveau. La CEDEAO possède en effet une direction chargée de la recherche et des statistiques, dont le personnel, très réduit, ne peut que jouer un rôle de gestionnaire de la recherche.

Pourtant, nous ressentons de plus en plus le besoin d'éclairer nos décisions par les études des chercheurs. À nos yeux, il va sans dire que la réalisation effective de l'IAO ne pourra que nous aider à répondre à ce besoin, d'autant plus que cet institut s'occupera aussi bien de la recherche scientifique sur les questions d'intégration régionale que de la formation d'experts sur les divers volets de cette intégration.

Tout cela devrait faire de la CEDEAO l'un des principaux bénéficiaires du travail de l'IAO. Étant en phase avec ce projet, nous avons donc tout fait pour faire approuver le principe de sa création et de son installation à Praia, par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO qui s'est tenu, le 18 janvier 2008, à Ouagadougou (Burkina Faso).

**« Il s'agit pour nous, d'avoir une stratégie de création de richesses, mais surtout de rétention de ces richesses. C'est ce que les autres ont fait. La crise est en train de nous permettre de le comprendre. »**

**Quelle signification accordez-vous au fait que l'IAO soit basé au Cap Vert ?**

Cela nous a beaucoup réjoui parce que le Cap Vert est un État insulaire, et parfois, à juste titre, la CEDEAO donne l'impression de ne pas suffisamment prendre en compte ces pays au même titre que les autres États continentaux. Ce choix, comme celui opéré par la Conférence des chefs d'État d'installer l'Institut sur les énergies renouvelables au Cap Vert, permettra de corriger une bonne partie de cette impression.

**Ce projet d'institut s'est imposé à l'issue d'une série de séminaires organisés par l'UNESCO dans les 15 pays de l'Afrique de l'Ouest, et au cours desquels des critiques se sont exprimées sur les possibilités de développement offertes par la CEDEAO à ses États membres. Quels enseignements tirez-vous de tous ces débats ?**

Je constate que les citoyens de cette région ont envie d'aller très vite à l'intégration. Et pourtant, il faut parfois prendre du recul. Notre région a été balkanisée. Des habitudes ont été prises, avec notamment la mise en place d'États-nations. L'effacement des frontières ne peut par conséquent se faire par décret. L'intégration ne peut être qu'un processus. ☞





## Pr Lambert N'galadjo Bamba :

De nationalité ivoirienne, le Pr Lambert N'galadjo Bamba aura 50 ans à la fin de l'année 2009. Docteur en sciences économiques, il a été chercheur au Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIREs), maître de conférences à l'Université de Cocody. Auteur de plusieurs travaux universitaires, il bénéficie d'une grande expérience dans l'administration ivoirienne où il a occupé le poste de conseiller technique dans divers cabinets ministériels. Il a dirigé de nombreuses études pour le compte de l'État ivoirien, de diverses agences des Nations Unies et d'institutions comme la Banque mondiale. En fonction à Abuja (Nigéria), le Pr Bamba est présentement Commissaire de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en charge des politiques macro-économiques.

↳ En réalité, que vous preniez l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ou la CEDEAO, ce sont des espaces de coopération économique qui ont été créés. Par nature, ce sont en effet ces préoccupations qui ont dominé. Lorsqu'on regarde du côté culturel, on a cependant l'impression que les populations sont en avance sur les politiques. Ce qui les amène à être très critiques vis-à-vis de la CEDEAO. Mais il ne faut pas sous-estimer les efforts accomplis par la CEDEAO ou les décideurs politiques de la région.

Je pense qu'en trois décennies de grands pas ont été effectués et on a beaucoup avancé

### À quel niveau la création de la CEDEAO a-t-elle permis des avancées pour les populations de la région ?

Tout d'abord en termes de gestion de conflits. De mon point de vue, on est en effet la seule région qui applique le droit d'ingérence. Que ce soit en Côte d'Ivoire ou en République de Guinée-Bissau, la CEDEAO est intervenue immédiatement. Quand j'observe ce qui se passe dans le monde, je ne vois nulle part ailleurs où sont appliquées ces pratiques.

La CEDEAO est aussi un espace dans lequel, depuis son origine, les citoyens peuvent circuler librement, munis de leur seule carte d'identité, sans avoir besoin de passeport et encore moins de visas.

En termes de soutien au développement, on peut aussi noter la réalisation d'une interconnexion électrique entre la Côte d'Ivoire, le Mali et le Burkina.

### N'est-ce pas illusoire de penser le développement à l'échelle d'une sous-région, pourquoi ne pas l'envisager au niveau continental ?

Je ne crois pas à une Afrique, mais en des Afriques. Nous vivons sur le même continent, mais nous n'avons ni les mêmes cultures, ni les mêmes caractéristiques. Parfois je me demande si je ne suis pas plus proche d'un Européen que d'un Africain du Nord voire même du Centre. Je me pose ces questions en tant qu'individu. Il nous faut procéder pas à pas, et la démarche sous-régionale semble beaucoup plus en phase avec nos réalités actuelles.

### Quelles initiatives la CEDEAO compte-t-elle prendre pour faire face aux retombées négatives de la crise financière mondiale ?

Tout d'abord, nous tentons d'avoir une très bonne compréhension de cette crise financière mondiale qui nous oblige à nous interroger à la fois sur les hypothèses, les modèles de développement que nous avons adoptés jusqu'à présent, et sur les finalités du développement ainsi recherché.

Cette crise est finalement une occasion de mettre en cause notre vision du développement économique. Elle nous montre clairement que les grands prescripteurs de modèles de développement économique, tels que la Banque mondiale ou le Fonds Monétaire International (FMI), n'ont pas toujours été dans le vrai. C'est pourquoi, au niveau de la CEDEAO, nous avons programmé, cette année, une série de grands forums avec nos intellectuels, pour chercher à créer notre propre modèle de développement.

Le constat est que jusque là nous avons été engagés dans une stratégie de création de richesses au niveau mondial, mais sans pouvoir retenir une part substantielle de cette richesse. Il s'agit pour nous, d'avoir une stratégie de création de richesses, mais surtout de rétention de ces richesses. C'est ce que les autres ont fait. Cette crise est en train de nous permettre de le comprendre.

### Comment définissez-vous cette stratégie ?

Cette stratégie est une véritable stratégie africaine de création et de rétention de la richesse. Nous voulons que notre région soit la première en Afrique à la développer et à la mettre en œuvre. C'est pour cela que nous allons inviter tous les intellectuels de toutes les disciplines scientifiques à théoriser et à opérationnaliser cette stratégie.

Nous avons déjà organisé un forum des hommes d'affaires de la CEDEAO, qui s'est tenu, du 11 au 14 février dernier, à Ouagadougou (Burkina Faso). On a discuté de cette stratégie avec eux, et ils ont même décidé de chercher à la mettre en œuvre dans le cadre de la production alimentaire. Mais, à nos yeux, le développement, c'est avant tout le changement de mentalités. C'est pour cela que nous avons besoin de tous nos intellectuels pour nous approprier cette idée de rétention de la richesse.

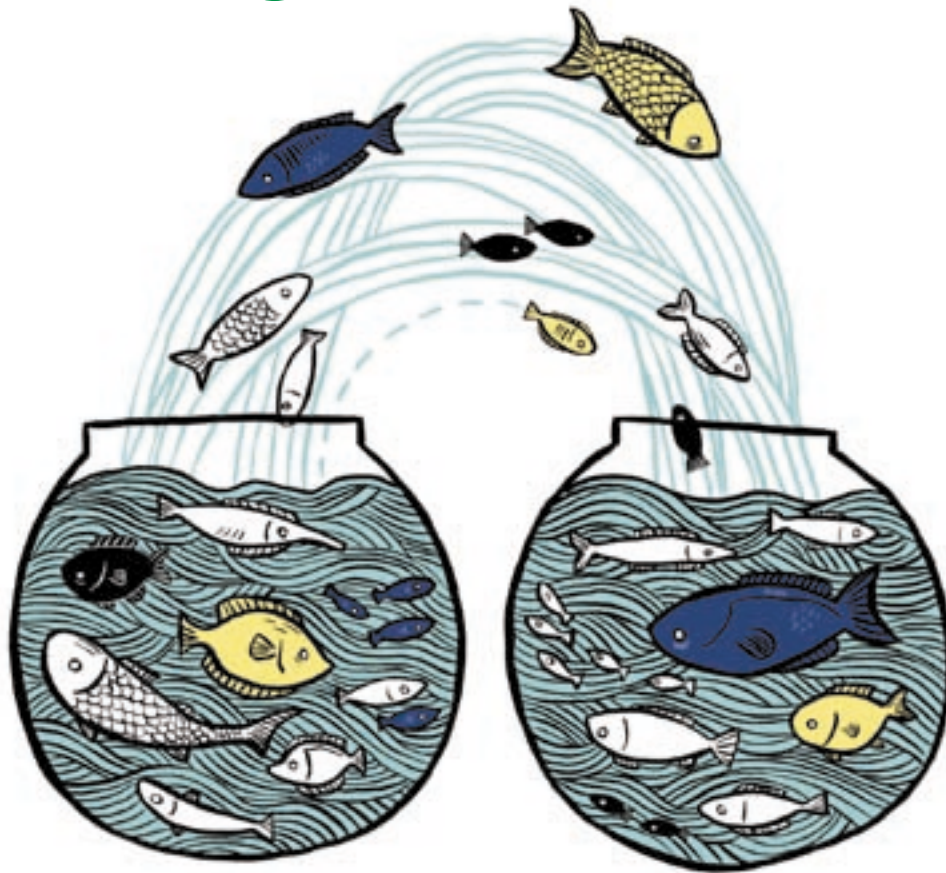
Prenez 1 kg de cacao et regardez au final de sa transformation en chocolat qui arrive sur la table du consommateur comme dessert : alors que toute la richesse créée est partie du travail de chez moi, ce qui reste au pays représente à peine 10 %.

La question aujourd'hui est bel et bien de savoir comment valoriser la participation de l'Afrique à la création mondiale de richesses. ¶

Propos recueillis par Nfaly « Vieux » Savané

« Que vous preniez l'UEMOA ou la CEDEAO, ce sont des espaces de coopération économique qui ont été créés. (...) Lorsqu'on regarde du côté culturel, on a cependant l'impression que les populations sont en avance sur les politiques. »

# À Bergen : une seule planète,



© Annelie Fontaine

Du 10 au 12 mai 2009, le 1<sup>er</sup> Forum mondial des sciences sociales réunira plus de plus de 800 participants à Bergen (Norvège) sur le thème « Une seule planète – Des mondes séparés ? », et offrira une occasion unique de mesurer la pertinence des sciences sociales dans un contexte de crise financière internationale.

En ce début mai 2009, la 2<sup>e</sup> ville la plus importante de Norvège allait se transformer, l'espace de quelques jours, en capitale mondiale des sciences sociales.

À l'heure où ce magazine était mis sous presse, près d'un millier de chercheurs, de décideurs politiques et de représentants d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, originaires de tous les continents, avaient en effet prévus de participer au 1<sup>er</sup> Forum mondial des sciences sociales, organisé, du 10 au 12 mai, à Bergen, par le Conseil internatio-

nal des sciences sociales (CISS), avec le soutien d'une trentaine de partenaires, dont l'UNESCO.

Deux Prix Nobel y étaient attendus : l'économiste indien Amartya Sen, lauréat du Nobel de l'économie en 1998, et le Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique, Rajendra Kumar Pachauri, Prix Nobel de la Paix en 2007.

### Une rencontre exceptionnelle

Toute entière placée sous le thème « Une seule planète – Des mondes séparés ? », cette rencontre exceptionnelle allait constituer une occasion unique pour échanger, en ces temps de crise, sur la pertinence de ces sciences dont la vocation même est d'explorer nos sociétés.

« Le principal objectif de ce Forum est de démontrer la présence mondiale, l'impact et l'autorité des sciences sociales », ne devrait pas manquer de rappeler le Dr Gudmund Hernes, Président du CISS, qui ouvrira les travaux aux côtés de la ministre norvégienne de l'Éducation supérieure et de la Recherche, du Recteur de l'université de Bergen, et du Sous-directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines. ➔

### 30 SESSIONS

Parmi les thèmes retenus pour les quelque 30 sessions parallèles :

Les conflits liés à l'occupation des sols ; La compétition entre la nourriture, la bio-énergie et les écosystèmes ; Risques environnementaux et catastrophes sociales ; Structure sociale et développement ; Le développement par en bas ; Recherche urbaine : perspectives et théories émergentes ; Forces sociales et santé publique ; Effondrements : les sociétés à l'ombre des pandémies ; Universalisme vs multiculturalisme ; Race et citoyenneté ; Forme et substance ; Dire la vérité au pouvoir ; Les chercheurs en sciences sociales dans les coulisses du pouvoir ; Les politiques comparatives des classements internationaux ; La science de la science et les politiques d'innovation ; Les frontières des sciences de la complexité et des sciences sociales ; Publier les recherches en sciences sociales à l'ère d'internet : potentiels et dangers ; Ce que nous avons et ce dont nous avons besoin ? ; L'agenda inachevé – L'héritage de Stein Rokkan pour la recherche en sciences sociales ; Gouvernance et développement ; La commercialisation des sciences sociales ; Les futures possibles ; Les classements universitaires : Classer pour quoi ? ; Religion, démocratie et futur. ¶

# des mondes séparés ?

➔ Afin de dresser cet état des lieux, nécessaire pour traiter de l'état du monde, le Forum proposera six séances plénières, pas moins de trente sessions parallèles, et un espace ouvert aux jeunes chercheurs, qui tous chercheront constamment à mêler les disciplines et à multiplier les points de vue.

Évitant d'enchaîner les longs exposés, ces différentes sessions, animées par des panels d'experts, devraient ainsi favoriser des échanges dynamiques autour de questions telles que « Mieux savoir et faire pire ? Ce que peuvent apporter les sciences sociales aux décideurs politiques. », « Une science sociale ou plusieurs ? », ou encore « La science peut-elle nous sauver ? ». Les sessions parallèles traiteront, quant à elles, notamment, de la reconstruction des sociétés en situation de post-conflit, de l'urbanisation, du genre, des migrations, de l'intégrité des scientifiques, ainsi que du rôle de la recherche et des politiques sociales dans la lutte contre la pauvreté.

De fait, ce 1<sup>er</sup> Forum mondial des sciences sociales allait constituer une étape importante du rapprochement entre les mondes de la recherche et de la politique, priorité du programme de l'UNESCO pour la

gestion des transformations sociales (MOST), dont les plus hauts responsables et les membres du Comité du Conseil scientifique seront présents à Bergen.

Parmi les 3 sessions organisées par l'UNESCO dans le cadre de ce Forum, celle pilotée directement par le programme MOST devrait d'ailleurs concrétiser l'ambition de renforcer le lien entre ces mondes pour repenser les politiques de développement social.

## Une session du MOST

Co-organisée avec le Conseil de recherche en sciences humaines (HSRC) de l'Afrique du Sud, cette session sera, notamment, ouverte par Zola S. Skweyiya, Président du Conseil intergouvernemental du MOST et ministre du Développement social d'Afrique du Sud, qui fera partager les réponses apportées par son pays pour endiguer l'impact social de la crise financière.

Parmi les autres intervenants invités à partager leurs perspectives : Hala Bsaisu Lattouf, ministre du Développement social de Jordanie ; Debrework Zewdie, Directeur du Programme international VIH/Sida de la Banque mondiale ; Manuel Riesco, Vice-Président du Centre national pour des études du développement alternatif du Chili ; Olive Shisana, Président du Conseil de recherche en sciences humaines d'Afrique du Sud, ainsi qu'un représentant du Gouvernement norvégien.

Ensemble, ils discuteront de l'importance de la coopération bilatérale et internationale, et de la nécessité de ne pas perdre de vue les droits humains, dans un contexte de crise économique mondiale. Ils échangeront sur la responsabilité des décideurs politiques, des chercheurs et du secteur privé dans le développement social, et se pencheront, également, sur la question de la protection des plus vulnérables, en particulier des femmes, ainsi que sur le devenir de l'État-providence et de la possibilité d'un « New Deal » mondial.

Au moment où les sciences sociales doivent répondre à une demande sans précédent pour aider à décrypter l'évolution du monde, « *Yes we can ?* » se demanderont, pour finir, les participants à ce 1<sup>er</sup> Forum mondial des sciences sociales, lors du débat qui clôturera l'ensemble des travaux de Bergen, en présence, entre autres, du Secrétaire exécutif du Conseil latino-américain des sciences sociales (FLACSO).¶

Coraline Bardinat

Pour plus d'informations, merci de consulter :  
Site web du Forum : [www.rokkan.uib.no/wssf](http://www.rokkan.uib.no/wssf)  
Site web du CISS : [www.unesco.org/ngo/issc](http://www.unesco.org/ngo/issc)  
Site web du programme MOST : [www.unesco.org/shs/fr/most](http://www.unesco.org/shs/fr/most)

## INTERVENANTS

Outre les intervenants annoncés dans l'article d'ouverture de ces pages, étaient notamment attendus :

**Lourdes Arizpe**, de l'Imperial Collège de Londres, ancienne Présidente du CISS et ancienne directrice de l'ONU-SIDA ;  
**Roberta Balstad**, de l'Université Columbia ;  
**Jon Elster**, de l'Université Columbia et du Collège de France ;  
**Barbara Göbel**, de l'Institut Ibéro-américain d'Allemagne, ancienne directrice exécutive du *International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change* ;  
**Adam Mohamed Habib**, de l'Université de Johannesburg ;  
**Arvid Hallén**, du Conseil de recherche de Norvège ;  
**Zahira Kamal**, du Centre de recherche et de documentation des femmes palestiniennes, ancienne ministre de la Condition féminine de l'Autorité nationale palestinienne ;  
**Sir David A. King**, de l'Université d'Oxford, ancien conseiller scientifique du gouvernement de Tony Blair 2000-2007 ;  
**Luk van Langenhove**, Vice-Président du CISS, du Centre d'études comparatives sur l'intégration régionale de l'Université des Nations Unies ;  
**Yan Ming**, de l'Institut de sociologie de l'Académie chinoise des sciences sociales ;  
**Helga Nowotny**, du Conseil Européen pour la recherche ;  
**Berit Olsson**, du Comité de Conseil scientifique sur le Forum de l'éducation supérieure de l'UNESCO ;  
**Emir Sader**, du Conseil latino-américain des sciences sociales ;  
**Saskia Sassen**, de l'Université Columbia et de la London School of Economics ;  
**Rainer Silbereisen**, de l'Union internationale des sciences psychologiques ;  
**Michel Wieviorka**, de l'Association internationale de sociologie et de l'École française des Hautes Études en Sciences Sociales. ¶

10/05/09 – 17:00

## La migration, chaînon manquant de la mondialisation

La Section migrations internationales et politiques multiculturelles de l'UNESCO organise, le 10 mai 2009, à Bergen (Norvège), une session portant sur le thème « La migration : chaînon manquant de la mondialisation ».

Autour des interventions de plusieurs orateurs venus des États-Unis, de l'Inde, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, les participants à cette session seront invités à débattre sur des questions fondamentales liées à un monde toujours plus mobile, et notamment de la migration des personnes qualifiées et du problème de la fuite des cerveaux, de l'assistance sociale et des besoins particuliers des migrants en matière de santé, ainsi que des préoccupations des États en matière de contrôle des flux migratoires et de renforcement de la sécurité. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
**Paul de Guchteneire**, [p.deguchteneire@unesco.org](mailto:p.deguchteneire@unesco.org),  
tél. : +33 1 45 68 38 50

## POINT DE VUE

# Pourquoi l'UNESCO fait-elle du lien recherche-politiques une priorité ?

« Dans la pratique, le courant *'Evidence based policy'* est devenue l'approche dominante de l'étude et de la pratique des liens recherche-politique, de la part des agences de développement, surtout celles situées dans certains pays du Nord. Proposant de dépasser ce courant dominant, le programme MOST s'efforce de privilégier l'universalité des idées et l'esprit critique de la réflexion, et de contribuer, ainsi, à formuler d'autres méthodes et approches. »

40 PAYS  
REPRÉSENTÉS

À travers les 800 inscrits au Forum, début avril 2009, plus de 40 pays étaient représentés :

Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Espagne, États-Unis, France, Hongrie, Inde, Israël, Italie, Japon, Kenya, Irlande, Liberia, Malaisie, Malawi, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Palestine, Pays-Bas, Pérou, Qatar, Royaume-Uni, Russie, Sénégal, Singapour, Suède, Suisse, Turquie, Venezuela et Zimbabwe. ¶

Dans cette contribution, Germán Solinís, Spécialiste du programme, au sein de la Division de la recherche et des politiques en sciences sociales de l'UNESCO, fait le point sur l'actualité du programme MOST.

Les politiques sociales se formulent toujours sur la base d'un savoir et d'une connaissance. C'est un fait. Un autre est que les liens entre les deux sphères – celle des politiques et celle des connaissances en sciences sociales – sont, depuis son origine, l'une des principales raisons d'être du programme de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales (MOST).

Les causes en sont multiples et de nature différente. Il y a bien entendu, en premier lieu, la responsabilité même de l'UNESCO, liée à sa fonction de laboratoire d'idées, qui est d'assurer une veille intellectuelle et d'aider à la rationalisation des processus complexes. Et puis, il y a l'état actuel du monde, bien loin d'être satisfaisant, et, aussi, la crise financière internationale, qui nous interpelle, dans sa compréhension, afin de bien intervenir dans le cours des transformations sociales.

### De multiples partenaires

À cet égard, l'objectif, à la fois global et précis, du programme MOST de l'UNESCO est de maximiser l'impact de l'action par la politique, seule sphère qui appartienne à tous et qui soit universelle. Nos partenaires directs et potentiels sont, en effet, les décideurs politiques des États membres des Nations Unies, leurs conseillers, et les milliers de chercheurs, de cadres professionnels et de militants d'ONG à travers le monde.

Mais que l'on ne se méprenne pas : le champ des rapports science-politique est une si vaste somme de processus complexes, que nous nous gardons bien de le considérer comme un mécanisme utilitaire.

Afin d'éclaircir notre propre voie dans ce domaine, nous travaillons, depuis un an, à la préciser par la réflexion théorique et méthodologique. Et force est de constater que l'étude et la pratique des rapprochements des liens entre recherche et politiques sociales ne sont pas une chose nouvelle : d'une part, les analyses de la méthode scientifique et de l'épistémologie critique en ont fait un de leurs terrains de recherche depuis les années 70 ; et, d'autre part, d'importantes agences de coopération bilatérale, et autres organisations multilatérales, mettent à la disposition de leurs

publics des études et des outils dans ce domaine, depuis bientôt une vingtaine d'années.

Dès lors, quelle peut être la spécificité de l'UNESCO ? Quel créneau d'action originale, et propre à son mandat, peut-elle proposer pour répondre aux besoins de ses multiples partenaires ?

De fait, le programme MOST tente d'assouplir les tensions fondamentales existant entre la connaissance et la politique par deux moyens : par sa fonction de catalyseur, il provoque la rencontre entre les différents acteurs, et par son travail intellectuel, il oriente les recherches vers la pratique. Pour ce faire, il s'appuie sur deux sources principales, à la fois différentes et complémentaires : d'un côté, l'expérience interne du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (SHS) ; de l'autre, le savoir produit, ces dernières années, par les nombreux spécialistes du domaine, extérieurs à l'Organisation.

L'impact des connaissances sociales dans l'élaboration des politiques est garanti par la consolidation intellectuelle du MOST, elle-même assurée par la double nature des actions de ce programme : en même temps attentif aux pratiques réelles, aux mesures prises, aux programmes mis en œuvre, et aux synergies qui se développent dans les sociétés, mais gardant aussi une attention particulière aux bases théoriques sous-jacentes à ces pratiques.

Le programme MOST a également un engagement méthodologique et d'application. Il cherche à réunir une masse critique de connaissances théoriques et pratiques, qui contribue à l'orientation et au maintien des flux de transmission entre chercheurs et décideurs politiques. En conséquence, il agit en tant qu'instigateur d'une forte interconnexion entre recherche et décision, autant au plan national qu'international.

Enfin, les connaissances réunies par le MOST sont destinées à renforcer les capacités des États membres dans le développement d'institutions et de réseaux de recherche liées aux politiques répondant aux priorités nationales.

### Quatre objectifs

Dans la pratique, le courant *'Evidence based policy'* est devenue l'approche dominante de l'étude et de la pratique des liens recherche-politique, de la part des agences de développement, surtout celles situées dans certains pays du Nord. Proposant de dépasser ce courant dominant, le programme MOST s'efforce de privilégier l'universalité des idées et l'esprit critique de la réflexion, et de contribuer, ainsi, à formuler d'autres méthodes et approches... Une tâche que nous développerons davantage tout au long ➔

11/05/09 – 14:00

## Intégrité de la recherche scientifique

Dans le cadre des nombreuses sessions « parallèles » du Forum, un séminaire consacré à l'intégrité de la recherche scientifique se tiendra le 11 mai 2009 à Bergen. S'appuyant sur les travaux de la COMEST, l'UNESCO saisira cette occasion pour promouvoir, son cadre normatif pour l'éthique de la recherche : la Recommandation adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1974 sur la condition des chercheurs scientifiques ; la Déclaration sur la science et l'utilisation du savoir scientifique et le plan d'action adoptés à la Conférence mondiale sur la science, organisée en 1999, à Budapest (Hongrie) ; ainsi que d'autres sources pertinentes aux niveaux national et régional, telle la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dont l'Article 13 porte sur la liberté des arts et des sciences.

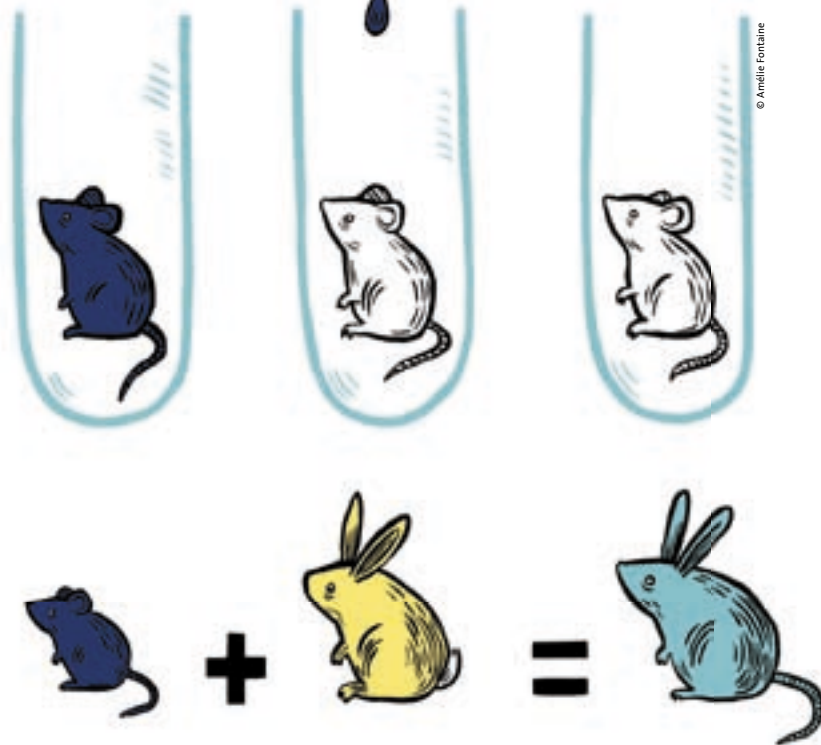
Parce qu'il interpelle sur le sens de la dignité humaine, le développement prodigieux des connaissances scientifiques et techniques a en effet une dimension éthique d'autant plus complexe qu'elle est tributaire de la diversité des approches culturelles. L'évaluation scientifique et le financement de la recherche pouvant aussi influencer sur l'intégrité de la recherche, il est donc important de promouvoir le développement de codes d'éthique respectant ces identités culturelles et de travailler en bonne intelligence avec les organisations nationales, régionales et les agences professionnelles, au service du développement des connaissances scientifiques et techniques. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Imteyaz Khodabux, i.khodabux@unesco.org,  
tel.: +33 1 45 68 44 78

➔ des deux prochains cycles de programmation de la nouvelle stratégie à moyen-terme de l'UNESCO.

Notre travail est guidé par 4 objectifs particuliers :

1. Rendre suffisamment explicites les liens recherche-politique, de façon à renforcer leur effectivité et notre expertise dans ce domaine ;
2. Déterminer une méthodologie pour que la recherche en sciences sociales soit prise en compte de manière efficiente dans le processus de formulation des politiques ;
3. Valoriser, promouvoir et diffuser notre connaissance et compréhension vis-à-vis de nos partenaires ;
4. Définir le cœur des liens recherche-politique qui vont caractériser l'apport du programme MOST dans ce domaine.



Nous avons déjà identifié et analysé les principaux travaux présentés lors du 1<sup>er</sup> Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales, organisé en Argentine et en Uruguay, en 2006. Ces résultats seront prochainement diffusés, à travers des publications dans lesquelles nous montrons comment le lien recherche-politique a été élaboré, utilisé et suivi par les participants, les cadres conceptuels et d'interprétation qui ont été mis en œuvre, et la manière dont les liens ont été problématisés dans chacun des 5 axes thématiques de ce Forum.

Partant du classement aristotélicien de la connaissance en « science », « expérience » et « art » – ou « savoir utile » –, le deuxième grand chantier en cours consiste à dresser l'état des lieux actuel dans le domaine des liens recherche-politique, à travers un panorama de ces liens, tels qu'ils sont développés par certaines agences internationales\*, et une bibliographie commentée sur les principaux auteurs et courants contemporains.

Le nouveau Comité du conseil scientifique du programme MOST, qui devait se réunir, pour la première fois, le 9 mai, en marge du Forum de Bergen, allait saisir cette occasion pour travailler, avec le Secrétariat de l'UNESCO, sur les avancées dans ce domaine. ¶

Germán Solinis, Section politique et coopération en sciences sociales, Division de la recherche et des politiques en sciences sociales de l'UNESCO.

\* Evidence-based policy research – Critical review of some international programs on relationships between social science research and policy making, MOST Policy Paper n°18, par Carlos S. Milani.

## Débat sur le développement social au 9<sup>e</sup> CIG du MOST

La prochaine session du Conseil intergouvernemental du programme MOST de l'UNESCO, qui se tiendra, au Siège de l'Organisation, à Paris (France), du 22 au 24 juillet 2009, devrait être l'occasion de franchir une nouvelle étape importante dans le rapprochement des mondes de la recherche et des politiques sociales. À partir d'exemples concrets sur les réponses nationales et internationales apportées à la crise financière mondiale, 2 tables-rondes, organisées le 23 juillet, favoriseront un échange direct entre des ministres du Développement social de toutes les régions du monde, des scientifiques, des représentants d'ONG et des acteurs du secteur privé. ¶

Pour plus d'informations, merci de consulter :  
[www.unesco.org/shs/fr/most/igc](http://www.unesco.org/shs/fr/most/igc)

## ENTRETIEN

# Heide Hackmann : « La crise actuelle soulève des questions critiques pour les sciences sociales elles-mêmes. »

### 35 PARTENAIRES

Près d'une quarantaine de partenaires ont contribué à la préparation du 1<sup>er</sup> Forum mondial des sciences sociales :

L'Académie des sciences sociales de Chine ; l'Association internationale des Universités ; la ville de Bergen ; la COMEST ; le Conseil international pour la science ; le Conseil latino-américain des sciences sociales ; le Conseil norvégien de la recherche ; le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique ; le Conseil de recherches économiques et sociales ; le Conseil de recherche en sciences humaines de l'Afrique du Sud ; le Conseil de recherches en sciences humaines ; la Coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique et technique ; la Direction norvégienne de l'éducation et de la formation ; l'organisme allemand de soutien à la recherche « Deutsche Forschungsgemeinschaft » ; l'École norvégienne de science économique et d'administration des affaires ; la Fondation européenne de la science ; la Fondation des États-Unis pour la science ; la Fondation sud-africaine pour la recherche ; l'Institut norvégien de la santé publique ; la Fondation « The Freedom of Expression » ; le ministère norvégien de l'Éducation et de la Recherche et celui des Affaires étrangères ; Nouvelles opportunités de cofinancement pour la recherche en Europe ; l'OMS ; le projet Égalité, organisation sociale et performance ; le programme de recherche comparée sur la pauvreté ; l'UNESCO ; l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique ; le Partenariat pour l'étude scientifique du système terrestre ; Sparebanken Vest ; Statkraft ; l'Union internationale des sciences psychologiques et les universités de Bergen, Maastricht et Johannesburg. ¶



© D.R.

Heide Hackmann est, depuis 2006, Secrétaire générale du Conseil international des sciences sociales (CISS), organisateur du Forum de Bergen. Dans l'entretien qu'elle a accordé à *SHSregards* avant de s'envoler pour la Norvège, elle expose les enjeux de cette rencontre sans précédent, qui vise à créer une plate-forme internationale pour les sciences sociales.

**Quels sont, pour le CISS, les objectifs de ce 1<sup>er</sup> Forum mondial des sciences sociales ?**

Pour nous, cette manifestation représente une étape décisive. Il va notamment nous permettre de mieux mesurer ce que le Conseil a la capacité de réaliser, au moment où nous sommes engagés dans un profond processus de renouvellement. Ce Forum est, en effet, la première des priorités, mais aussi la première activité que nous développons dans le cadre du nouvel accord que nous avons signé, en avril 2008, avec l'UNESCO, avec qui nous collaborons étroitement. À travers lui, notre objectif est de créer une réelle plate-forme internationale pour les sciences sociales qui puisse favoriser la mise en place d'autres forums de ce type et stimuler, partout, la recherche en sciences sociales. De fait, il va nous permettre d'étendre encore davantage le réseau du CISS.

**Comment avez-vous préparé cette rencontre internationale ?**

L'une des fonctions-clés du CISS est son rôle de facilitateur, de mobilisateur et de coordinateur entre les différentes disciplines, domaines et cultures. Nous encourageons ainsi fortement l'interaction entre nos membres, tant au niveau régional qu'international. Nous nous sommes donc efforcés de tous les impliquer dans la

préparation de cette rencontre, ainsi que de les mettre en réseau avec d'autres partenaires, dans une approche inclusive, consultative et participative. Les premiers retours que nous avons sur l'initiative d'organiser le Forum de Bergen confirme un profond désir d'échanger entre acteurs des sciences sociales, aujourd'hui. Début avril, nous avons déjà enregistré 800 inscriptions en provenance de plusieurs pays du monde. C'est, à nos yeux, une première réponse encourageante, qui signifie que nous avons atteint une large communauté de chercheurs, d'experts, de décideurs et de bailleurs de fonds.

**Selon vous, quel rôle les sciences sociales et humaines peuvent-elles jouer dans la gestion de la crise financière actuelle ?**

Je dirais, tout d'abord, que cette question doit être mise sur l'agenda des sciences sociales à cotés des autres thèmes qu'elles traitent. Nous ne pouvons pas occulter tous les autres aspects des sciences sociales et humaines au motif de la crise. Le changement climatique est, par exemple, lié à différents défis sociaux. Nous devons donc nous assurer que notre agenda en sciences sociales est pertinent et intégré.

Pour autant, plusieurs sessions du Forum de Bergen traiteront évidemment de la crise actuelle, mais pour tenter de la dépasser et de penser au-delà. Nous devons, en effet, nous interroger sur notre capacité à prévoir et à anticiper de tels événements sociaux et politiques. Cette crise soulève, en effet, des questions critiques pour les sciences sociales elles-mêmes. Elle nous oblige à conduire un véritable travail de réflexion sur la manière de renforcer la pertinence des sciences sociales, qui peuvent aider à en identifier les facteurs sous-jacents.

En tant que scientifiques, ce 1<sup>er</sup> Forum mondial des sciences sociales va également nous permettre de mesurer l'importance des thèmes traités par l'UNESCO, notamment, son engagement en faveur du renforcement des liens entre les chercheurs en sciences sociales et les décideurs politiques. Durant cette manifestation, l'accent sera ainsi mis sur la manière dont notre expertise peut contribuer à la formulation de politiques publiques mieux adaptées aux besoins des populations. ¶

Propos recueillis par Coraline Bardinat

## Un nouveau Rapport mondial sur les sciences sociales

Celles et ceux qui n'auront pas eu l'opportunité de se rendre à Bergen pourront retrouver la teneur des échanges qui s'y seront déroulés dans la prochaine édition du Rapport mondial sur les sciences sociales, dont la parution fera, sans aucun doute, événement.

Dix ans après la 1<sup>re</sup> édition publiée par l'UNESCO, ce nouveau Rapport mondial reviendra non seulement sur les questions mises en débat en Norvège, mais il offrira, surtout, une photographie de l'état actuel des sciences sociales à travers les 5 continents.

Sous le titre *La connaissance divise*, cet ouvrage livrera ainsi des données inédites sur les réalités d'une cinquantaine de pays et analysera les disparités qui caractérisent la recherche en sciences sociales, tant les inégalités d'ordre géographique que celles relatives à la capacité de recherche et de publication, aux disciplines, ou encore à la place des sciences dans les sociétés.

Il explorera les principales tendances en sciences sociales dans le monde contemporain et la manière dont elles traitent des défis actuels, s'efforcera de dégager des perspectives d'évolution et formulera des recommandations d'action pour la recherche, qui ne devraient pas manquer d'intéresser également les décideurs politiques.

D'éminents spécialistes en sciences sociales de toutes les régions du monde, ainsi que plusieurs associations régionales, telles que le Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO), le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), ou encore l'Association asiatique des centres de recherche en sciences sociales (AASSREC), sont d'ores et déjà engagés dans la préparation de cet ouvrage, dont la production a été relancée, fin 2008, par le Conseil international des sciences sociales (CISS).

Ce dernier publiera ce 2<sup>e</sup> Rapport mondial sur les sciences sociales, début 2010, avec le soutien financier du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : <http://www.unesco.org/ngo/issc/>



### DÉVELOPPEMENT SOCIAL

## « L'intégration sociale », une priorité pour les Nations Unies

La Commission du développement social des Nations Unies, qui s'est réunie, du 4 au 13 février 2009, à New York (États-Unis), pour examiner les crises mondiales actuelles et leurs incidences sur le développement social et l'intégration sociale, a décidé de faire de « l'intégration sociale » sa priorité de travail en 2009 et en 2010.

Durant cette 47<sup>e</sup> session, les États membres des Nations Unies et les nombreux intervenants invités ont illustré, à travers de multiples exemples, comment les efforts et les progrès réalisés, dans de nombreux pays, pour atteindre les engagements de Copenhague et les Objectifs du Millénaire pour le Développement ont déjà été sérieusement entravés par ces crises.

Parmi les incidences les plus notables, ils ont particulièrement insisté sur les conséquences désastreuses que pourrait avoir l'augmentation de la discrimination entre les hommes et les femmes. L'accès de ces dernières au micro crédit semble, ainsi, aujourd'hui, de plus en plus difficile, ce qui compromet leurs revenus, lesquels sont pourtant, très souvent, essentiels à la survie de familles entières.

Pour les participants à la Commission du développement social des Nations Unies, cette situation risque non seulement de mettre en péril l'égalité entre les hommes et les femmes, mais également de compromettre les efforts en faveur de l'éducation pour tous, et ce, alors même que l'on sait que l'inclusion de tous les groupes de population renforce le potentiel de développement des sociétés, au contraire

du chômage et de la pauvreté de catégories entières, qui entraînent l'ensemble des sociétés dans des spirales descendantes.

Les participants ont, par ailleurs, relevé que les variations socio-économiques, telles que l'urbanisation rapide, l'augmentation des migrations internationales, le vieillissement des populations, ou encore la pandémie de VIH/Sida, posent toutes des problèmes à l'intégration sociale.

L'UNESCO a, pour sa part, attiré l'attention sur l'importance des Forums régionaux des ministres du Développement social, mis en place dans toutes les régions du monde, et qui, en rapprochant les résultats de la recherche en sciences sociales des sphères de décision politique, contribuent à favoriser l'intégration sociale dans les pays impliqués.

Plusieurs recommandations ont été formulées à l'issue de la réunion, parmi lesquelles : l'urgence de prendre des mesures immédiates afin de renforcer la protection sociale des plus démunis, la nécessité d'assurer que la perspective du genre soit intégrée dans toutes les réponses politiques, ainsi que le besoin de développer des politiques fondées sur la preuve et la recherche, ou encore celui de réformer l'architecture financière des institutions de Bretton Wood et de mettre en œuvre un nouveau contrat social fondé sur la solidarité, l'éthique et la justice sociale. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Cecile Golden, [c.golden@unesco.org](mailto:c.golden@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 45 23

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

# L'UNESCO pilote un projet pour la Jeunesse avec 21 organisations



© Y. Hadjar / Banque Mondiale

Encourager la synergie entre la recherche, la formulation et la mise en œuvre des politiques en faveur des jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes : tel est le sens de la plateforme que la Section pour la jeunesse de l'UNESCO cherche à asseoir, avec le soutien du programme Jeunesse de la Banque interaméricaine de développement.

La Section pour la jeunesse, le sport et l'éducation physique de l'UNESCO coordonne, depuis janvier 2008, une vaste initiative, en Amérique latine et dans les Caraïbes, visant à identifier les meilleures pratiques politiques et les programmes ayant eu un impact réel sur le développement de la jeunesse, afin de les diffuser largement et permettre leur prise en compte par tous les gouvernements et organisations de la société civile de cette région du monde.

Avant le 26 mai 2009, un maximum de politiques et de projets ayant bénéficié aux jeunes latino-américains et caribéens, dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la réduction de la pauvreté, de la santé sexuelle et reproductive, de la prévention de la délinquance juvénile, du volontariat, ou encore de la participation aux décisions qui les concernent, devaient ainsi être recensés, par le biais d'un site web.

En plus du ministère de l'Éducation et de l'Institut pour la jeunesse du Mexique, 21 organisations, parmi lesquelles 7 agences des Nations Unies et 5 institutions

intergouvernementales, sont d'ores et déjà partenaires de ce projet qui repose sur deux éléments fondamentaux : d'un côté, les propositions formulées par les jeunes eux-mêmes à l'occasion de nombreuses réunions régionales, telles celle organisée par l'UNESCO sur les politiques et réseaux de jeunesse, en octobre 2008, à Punta Cana (République dominicaine) ; de l'autre côté, les stratégies mises en œuvre par les nombreuses institutions internationales, les gouvernements et les organisations de la société civile, qui encouragent des programmes permanents en direction des 15-24 ans afin de favoriser leur participation dans leurs communautés respectives et de créer des liens entre la recherche et la formulation de politiques publiques.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, il ne fait aucun doute que la jeunesse a pris une importance politique et économique capitale, ces dernières années. Ainsi, alors que l'année 2008 fut déclarée Année iberoaméricaine de la jeunesse, par le 17<sup>e</sup> Sommet iberoaméricain des chefs d'État et de gouvernement, la jeunesse fut également, l'an dernier, le thème principal du 18<sup>e</sup> Sommet et de la 38<sup>e</sup> assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA).

Cette préoccupation grandissante prend tout son sens lorsque l'on sait que les 15-24 ans représentent plus de 30 % de la population, dans cette région du monde, et sont perçus comme une véritable « dividende » démographique, constituant les forces vives susceptibles de travailler pour longtemps et de contribuer, ainsi, au développement économique. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Golda El-khoury, [g.elkhoury@unesco.org](mailto:g.elkhoury@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 45 47  
Site web du projet (en anglais et en espagnol) :  
<http://youthpractices.ucol.mx>

## L'UNESCO au Forum Vanguardia Latina

Pas moins de 25 jeunes, originaires de 13 pays d'Amérique latine, composeront la délégation de l'UNESCO au 4<sup>e</sup> Forum Vanguardia Latina, qui se tiendra à Los Angeles (États-Unis) sur le thème « Perspectives des Jeunes ».

Sélectionnés sur proposition des commissions nationales pour l'UNESCO et des Conseils de jeunesse de leurs pays, ces jeunes devraient y faire valoir leurs points de vue sur les migrations, l'environnement ou encore les médias. Invités à échanger sur les réalités qu'ils vivent et leurs attentes aux plans national, régional et mondial, ils saisiront cette occasion pour formuler des propositions et élaborer des stratégies d'action.

Rassemblant, chaque année, des centaines de jeunes étudiants, universitaires, chercheurs et décideurs politiques, afin de renforcer les réseaux latino-américains, ce Forum compte parmi les intervenants attendus, en 2009, la Secrétaire d'État américaine aux Affaires étrangères, Hillary Clinton. ¶

Pour plus d'informations, merci de consulter :  
Golda El-khoury, [g.elkhoury@unesco.org](mailto:g.elkhoury@unesco.org),  
tél. : +33 1 45 68 45 47

## Irlande : une Chaire UNESCO sur l'engagement civique des jeunes

Une Chaire UNESCO pour les enfants, les jeunes et l'engagement civique a été inaugurée, le 4 mars 2009, à Galway (Irlande), par la Présidente de la République d'Irlande et le Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'Éducation. Sous la direction du Pr Pat Dolan, et en coopération avec l'Université d'Irlande, cette nouvelle Chaire vise à créer des liens entre les formulations politiques, la recherche et la pratique en matière d'engagement civique de la jeunesse. Mettant en avant l'importance du dialogue pluridisciplinaire pour élaborer des cadres d'action efficaces permettant de valoriser la contribution des jeunes au sein de la société, elle agira en s'appuyant sur quatre piliers : la recherche, l'enseignement, le plaidoyer, ainsi que le développement et l'évaluation qualitative des programmes, le tout en coopération avec des universités de Bulgarie, de Lituanie et de Zambie. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
[ucj@unesco.org](mailto:ucj@unesco.org)



GOVERNANCE MONDIALE

# Plaidoyer pour la justice sociale et les droits humains à Londres

Sous le patronage de l'Archevêque Desmond Tutu et de Cherie Blair, et avec le soutien du Gouvernement du Royaume-Uni et de la Commission sud-africaine des droits de l'homme, un « Congrès d'urgence » s'est réuni à Londres à l'initiative de l'ONG « Les Droits et l'humanité » pour débattre des incidences de la crise économique, avec l'espoir de déboucher sur un nouvel ordre mondial.

La ville de Londres (Royaume-Uni) a abrité, du 23 au 25 février 2009, un « Congrès d'urgence » chargé d'élaborer des recommandations en direction du sommet du G20, qui se tenait, un mois plus tard, dans la capitale britannique.

À l'issue des travaux, les quelque 200 participants, regroupant des représentants de gouvernements, du système des Nations Unies, des institutions financières internationales, de la société civile et des médias, ont adopté une Déclaration invitant le sommet à dérouler une nouvelle vision économique beaucoup plus soucieuse de justice sociale, de droits humains, de protection de l'environnement et de stabilité financière.

Conscients de la réalité multidimensionnelle de la crise actuelle (changement climatique, pauvreté, économie globale), les participants ont appelé à une approche holistique des solutions qui devaient être proposées. Dans la Déclaration adressée aux dirigeants du G20, ils ont ainsi mis l'accent sur l'exigence de renforcer, partout, la justice sociale et de prendre les mesures nécessaires pour éradiquer la pauvreté. Un appel a été lancé pour une aide accrue aux pays en développement et pour la mise en œuvre de programmes en faveur du développement humain et de l'environnement.

Intervenant à l'ouverture des débats, Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, avait auparavant souligné que « la crise financière internationale constitue une opportunité dont il faut se saisir pour tracer les contours d'un nouvel ordre économique qui placerait les droits sociaux et les droits humains au centre de ses préoccupations ».

Tout en se félicitant de la proposition de la Banque mondiale – selon laquelle 0,7% des mesures d'incitation devraient concourir à la mise en place d'un fonds de sécurité pour les pays en développement –, il a souhaité que les pays qui en bénéficieraient puissent remplir un certain nombre de « préalables », et notamment qu'ils aient ratifié des conventions et traités relatifs aux droits humains et se soient engagés à se conformer aux règles de bonne gouvernance... Un ensemble de mesures qui pourraient, selon lui, aider à éviter les futures crises économiques, sources de violence et de guerres fratricides, qui fragilisent l'épanouissement des populations de ces pays.

Selon le Sous-Directeur général de l'UNESCO, « il est plus que jamais indispensable de privilégier le respect des droits humains, en mettant l'accent sur la sécurité sociale, la protection de l'emploi, l'accès aux soins de santé, sans oublier la protection des personnes les plus vulnérables : les femmes, les personnes âgées, les enfants et les plus démunis. »

Prenant exemple sur la période 2002-2006, Pierre Sané a, par ailleurs, attiré l'attention des participants au « Congrès d'urgence » sur les disparités que révèle un examen attentif des flux financiers entre pays développés et pays en développement. Cet examen montre, en effet, clairement que les sommes d'argent circulant des pays en développement vers les

pays développés (1205 milliards de dollars des États-Unis, dont 619 milliards en sorties illicites) sont bien plus importantes que celles qui circulent en sens contraire.

Aussi, a-t-il préconisé des mesures de contrôle pour mettre un frein aux sorties illicites de l'argent en provenance des pays sous-développés, considérant que ces sommes pourraient largement contribuer au bien-être des populations. Selon lui, « l'allègement de la dette, qui reste une tâche inachevée, appelle des solutions alternatives », à l'élaboration desquelles les participants au « Congrès d'urgence » de Londres auront tenté de contribuer. ¶

**« Les sommes d'argent circulant des pays en développement vers les pays développés sont bien plus importantes que celles qui circulent en sens contraire. »**

Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines

Pour plus d'informations, merci de contacter : Chifa Tekaya, [c.tekaya@unesco.org](mailto:c.tekaya@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 47 20



Manifestation pendant le sommet du G20.



© Evan Schneider/ONU Photo

ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES

## Crise économique et questions de genre : une étude menée sur les 5 continents

La mise en œuvre d'un vaste projet de recherche portant sur le lien entre « crise économique et questions de genre » a été annoncé, à l'occasion de la 2<sup>e</sup> réunion du Réseau international d'études sur les femmes et le genre, organisé à Bangkok (Thaïlande), du 9 au 13 février 2009.

À l'issue d'une réunion qui s'est tenue à Bangkok (Thaïlande), en février dernier, le Réseau international UNESCO d'études sur les femmes et le genre a annoncé la mise en œuvre d'un projet de recherche sur le lien entre crise économique et rapports hommes/femmes.

Piloté par la Chaire UNESCO de recherche sur le genre de Lancaster (Royaume-Uni), cette étude explorera non seulement la façon dont la crise mondiale (crise de la nourriture, crise environnementale et crise économique) affecte le statut des femmes, mais elle cherchera également à déterminer dans quelle mesure cette crise multidimensionnelle s'origine dans les questions de genre, en s'intéressant, notamment, aux structures financières mondiales.

Outre le fait qu'elle devrait apporter un nouvel éclairage utile à la compréhension de la crise mondiale, cette initiative entend également contribuer au renforcement du dialogue entre chercheurs et décideurs politiques, ces derniers devant être impliqués dans cette vaste enquête, dès le lancement des activités de recherche.

### 5 rapports régionaux

Au final, 5 rapports régionaux, explorant les réalités de l'Afrique, de l'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Asie et du Pacifique, des États arabes, ainsi que de l'Europe et de l'Amérique du Nord, doivent être produits, en même temps que paraîtra un document de synthèse orienté sur le développement des politiques publiques, avec des recommandations concrètes.

La réunion du Réseau international UNESCO d'études sur les femmes et le genre, au cours de laquelle ce projet a été présenté, réunissait des chercheurs en provenance de toutes les régions du monde, qui ont saisi l'occasion de cette rencontre pour nouer des contacts, constituer des partenariats, mais, surtout, partager les résultats de leurs recherches avec des spécialistes comptant parmi les plus grands experts mondiaux d'études sur le genre.

À l'issue de cette rencontre, le réseau a décidé de poursuivre son travail, en privilégiant, parmi ses domaines de recherche prioritaires, l'impact de la mondialisation et ses répercussions sur les droits humains, les conditions socio-économiques, politiques et culturelles des femmes. Plusieurs études centrées sur des problématiques liées à l'accès et à la jouissance des droits humains par les femmes, ainsi que de leurs droits au développement, devraient ainsi être menées.

Composé de chercheurs issus d'universités africaines, asiatiques, sud-américaines et européennes, le Réseau international des études féminines et des études de genre a été officiellement créé en 2007, avec le soutien du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO. Placé sous la coordination du « Miriam College » de Manille (Philippines), il vise à développer la collaboration entre les centres de recherches travaillant sur les rapports de genre dans le monde, afin de renforcer leurs capacités et stimuler la production et le partage des études sur les droits des femmes et l'égalité des genres. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Chifa Tekaya, [c.tekaya@unesco.org](mailto:c.tekaya@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 47 20

# Pauvreté et droits humains : création d'une Chaire UNESCO à l'université de Bologne

La création d'une nouvelle Chaire UNESCO portant sur la pauvreté et les droits humains, rattachée au Centre d'études historiques et politiques sur l'Afrique et le Moyen-Orient de l'Université de Bologne (Italie), a été annoncée, à l'issue d'une conférence organisée, le 13 mars 2009, par ce même centre d'études sur le thème « Comprendre la pauvreté en Afrique Sub-saharienne : théories et pratiques alternatives ».

Centrée sur cette problématique, la future Chaire travaillerait avec les universités de Bergame (Italie) et d'Abomey-Calavi (Bénin), où ont déjà été créées deux Chaires UNESCO, l'une sur l'éthique de la coopération internationale et les droits de l'homme, l'autre sur les droits de la personne et la démocratie.

Ensemble, ces 3 Chaires UNESCO constitueraient une plate-forme de recherche intégrée pour approfondir l'idée qu'« être protégé de la

pauvreté est un droit humain » et faire en sorte que ce concept soit mis en œuvre dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté.

Au cours de débats riches, à la teneur fortement conceptuelle, les quelque 250 participants à la conférence avaient notamment exploré les ambiguïtés et les préjugés dans la définition de la notion de « pauvres » ainsi que les portées politiques de la persistance de la pauvreté. Ils avaient également questionné la pertinence de l'approche de la pauvreté par les droits humains.

Invitée à prendre part à cette rencontre, l'UNESCO avait saisi cette occasion pour présenter son approche de la pauvreté « saisie par les droits humains », comme alternative qui met en avant la primauté des valeurs de justice, d'équité et de droit à l'égalité dignité de tous. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Chifa Tekaya, [c.tekaya@unesco.org](mailto:c.tekaya@unesco.org), tél. : + 33 1 45 68 47 20

## Subventions de recherche en Afrique Sub-saharienne

Trois projets de recherche visant à réduire la pauvreté en Afrique Sub-saharienne devaient débuter en avril 2009, dans le cadre d'un programme de subventions lancé, en 2008, par le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO.

Une équipe pluridisciplinaire, composée de chercheurs béninois et togolais, travaillera ainsi sur « l'approfondissement des normes minimales basées sur les droits humains et les processus de budgétisation et de négociation des Documents de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), au Bénin et au Togo ».

Une autre équipe s'attachera à explorer « La dimension 'droits humains' dans les politiques de réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire », en coopération avec la cellule chargée du DSRP de ce pays. Enfin, au Sénégal, une 3<sup>e</sup> équipe s'attachera à étudier les incidences de la crise économique mondiale sur les populations défavorisées dans le cadre d'une recherche intitulée « La pauvreté extrême des mendiants au Sénégal ou outrage à leurs droits humains ».

Ces recherches ont été retenues dans le cadre d'un appel à projets, qui a été prolongé jusqu'au 31 mai 2009, et auxquels les chercheurs issus de pays lusophones sont vivement encouragés à postuler. Ce programme, mis en place avec le soutien du Portugal et de la Fondation Calouste Gulbenkian, vise en effet à appuyer principalement les pays d'Afrique lusophone, ainsi que la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Sénégal et le Togo, dans la rédaction, la révision, la relecture ou l'amendement de leurs DSRP, en les envisageant à l'aune des droits humains.

Institués en 1999 par le FMI et la Banque mondiale, les DSRP sont des documents qui décrivent les politiques et les programmes macro-économiques, structurels et sociaux qu'un pays mettra en œuvre pendant plusieurs années pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Chifa Tekaya, [c.tekaya@unesco.org](mailto:c.tekaya@unesco.org), tél. : + 33 1 45 68 47 20

Pour porter candidature, merci de consulter :  
[www.unesco.org/shs/antipoverity/call\\_smallgrants](http://www.unesco.org/shs/antipoverity/call_smallgrants)

## L'Argentine accueillera un Centre international de promotion des droits de l'homme

Un accord établissant le premier Centre international pour la promotion des droits de l'homme, en tant que « Centre de catégorie 2 », placé sous l'égide de l'UNESCO, a été signé, le vendredi 13 février 2009, à Buenos Aires (Argentine), dans ce qui fut l'École Supérieure de Mécanique de la Marine (ESMA). Principal centre de détention illégale sous la dictature argentine, entre 1976 et 1983, cet espace de 17 hectares, transformé, en 2004, en Musée de la mémoire, est situé au cœur de Buenos Aires. Il fonctionne, depuis cette date, comme un véritable centre culturel dédié à la mémoire des 30 000 victimes de la dictature militaire argentine, programmant régulièrement des expositions et abritant des locaux d'archives et d'organisations des droits humains. Dès février 2010, il accueillera les activités du nouveau Centre international pour la promotion des droits de l'homme, qui, depuis Buenos Aires, s'efforcera de promouvoir les systèmes démocratiques, la consolidation des droits humains (civils, socio-économiques ou culturels), de même que la protection des valeurs de vie, de justice sociale et de dignité humaine. Cette institution assurera, au plan international, la promotion de la recherche sur les droits humains, ainsi que l'échange de connaissances entre organisations gouvernementales et non gouvernementales.

La cérémonie de signature de l'accord marquant la naissance de cet établissement clôturait la campagne de l'UNESCO pour la commémoration du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle s'est déroulée en présence de Cristina Fernandez de Kirchner, Présidente de la République d'Argentine, et de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, et comptait avec la participation de nombreux représentants du gouvernement argentin, des médias et des militants des droits humains, en particulier des collectifs de survivants et associations de mères, grand-mères et fils de disparus. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Julio Carranza Valdés, [jcarranza@unesco.org](mailto:jcarranza@unesco.org),  
tél. : +598 2 4132075 Ext.118



JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE RACISME

# Racisme : quels défis pour l'UNESCO ?

Un mois avant la 2<sup>e</sup> conférence des Nations Unies sur le racisme, qui devait examiner, à Genève (Suisse), la mise en œuvre du plan d'action de Durban, une conférence intitulée « L'UNESCO contre le racisme : leçons du passé, défis actuels et perspectives futures » a rassemblé une centaine de personnes au Siège de l'Organisation, à Paris (France).

**La crise mondiale ne risque-t-elle pas de favoriser les replis identitaires et de saper tous les efforts de la communauté internationale pour lutter contre le racisme ?**

**DOUDOU DIÈNE, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines du racisme et de la discrimination raciale**

« La crise mondiale risque effectivement d'ébranler les efforts faits par la communauté internationale pour lutter contre le racisme. Depuis le 11 septembre 2001, le monde s'est désolidarisé, ce qui représente un défi pour les combattants contre le racisme et les discriminations. Il faut maintenant donner de la visibilité aux instruments qui ont été élaborés pour lutter contre le racisme. L'UNESCO doit profiter de la crise afin de renforcer la réflexion pour la pertinence des instruments qui ont été mis en place. »

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, l'UNESCO a organisé, le 20 mars 2009, une conférence sur le thème « L'UNESCO contre le racisme : leçons du passé, défis actuels et perspectives futures », qui a été ouverte par Marcio Barbosa, Directeur général adjoint de l'Organisation.

À la veille de la conférence Durban II, qui était dans tous les esprits, l'objectif était d'analyser l'évolution du racisme et l'émergence de nouvelles formes de discrimination, à travers trois sessions : la 1<sup>re</sup> consacrée à l'héritage et aux acquis de l'engagement de l'UNESCO contre le racisme, la 2<sup>e</sup> à la construction de l'image de l'Autre à travers la culture, l'éducation, les sciences et les médias, et la 3<sup>e</sup> à la manière de vivre ensemble dans les sociétés multiculturelles et multiethniques.

## Rôle primordial des villes

Des experts de renommée internationale, des représentants d'organisations gouvernementales et non-gouvernementales, ainsi que des élus locaux, venus du monde entier, ont ainsi dressé le bilan de l'action de l'UNESCO depuis 60 ans, rappelant, tout au long de la journée, la pertinence du mandat et le rôle central joué par l'UNESCO, seule entité des Nations Unies à stigmatiser le racisme et les préjugés raciaux dans sa constitution.

S'interrogeant sur les origines du racisme et les formes contemporaines de discrimination, les participants à la conférence ont échangé expériences et analyses sur le respect du droit à la différence, mais aussi sur les notions de diversité et de tolérance.

Les représentants des villes de Nantes (France) et Montevideo (Uruguay), membres de la Coalition internationale des villes contre le racisme, sont venus partager leurs initiatives. Un représentant de l'Institut « Cultura del Sur », organisation espagnole qui regroupe 7 villes des alentours de Madrid, a également présenté le réseau des villes « No Ghetto ». Tous se sont accordés sur le rôle primordial que les villes – espace collectif par excellence – ont à jouer dans la lutte contre le racisme, soulignant la nécessité qu'elles ont aussi de collaborer entre elles.

À l'issue de cette journée, Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, a rappelé que la Coalition internationale des villes contre le racisme, qui

**La crise mondiale ne risque-t-elle pas de favoriser les replis identitaires et de saper tous les efforts de la communauté internationale pour lutter contre le racisme ?**

**KAREL VASAK, ancien directeur de la Division des droits humains de l'UNESCO**

« Incontestablement, oui. C'est une véritable épreuve que nous connaissons. La crise exacerbe la division des uns et des autres et la compétition, que ce soit entre entreprises ou ailleurs. Il faut poursuivre les efforts, mais les moyens commencent à manquer. La reconnaissance du droit à la différence et un effort de pacification peuvent permettre de canaliser cette séparation des uns et des autres. Cela est difficile car tous n'en sont pas convaincus et ce droit fait peur. Mais reconnaître un droit humain appelle à une réglementation de l'utilisation de ce droit au nom de la morale ou encore du respect des autres. »

rassemble 500 municipalités à travers le monde, a été créée par l'UNESCO car « si les enjeux sont dans les villes, les solutions y sont aussi ».

Selon lui, l'espace que constitue ce réseau mondial favorise « ces échanges (qui) vont nous permettre d'être mieux armés et de militer pour des plans d'actions concrets permettant à chaque État de lutter contre le racisme ».

Plusieurs personnalités de renom ont marqué de leur présence cette journée, parmi lesquelles Karel Vasak, ancien directeur de la Division des droits humains de l'UNESCO, Pulat Taçar, ancien Ambassadeur de la Turquie auprès de l'UNESCO, Doudou Diène, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines du racisme et de la discrimination raciale, ainsi que Olabiyi Babalola Joseph Yaï et George N. Anastassopoulos, respectivement Président du Conseil exécutif et Président de la Conférence générale de l'UNESCO. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Sergueï Lazarev, [s.lazarev@unesco.org](mailto:s.lazarev@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 38 29

Site web de la Section de lutte contre le racisme, la discrimination et la xénophobie de l'UNESCO : [www.unesco.org/shs/againstdiscrimination](http://www.unesco.org/shs/againstdiscrimination)

# Villes contre le racisme : élargir l'ECCAR vers l'Europe de l'Est

La crise mondiale ne risque-t-elle pas de favoriser les replis identitaires et de saper tous les efforts de la communauté internationale pour lutter contre le racisme ?

**RICARDO EHRlich, maire de Montevideo (Uruguay), Coalition des villes latino-américaines contre le racisme**

« Je ne peux pas parler de la crise pour l'Uruguay qui aura une croissance moindre, mais une croissance quand même. Cependant, il faut développer un effort important au niveau des gouvernements pour éviter qu'elle se traduise par une augmentation des distances dans les sociétés. On voit l'impact et les conséquences dans les villes. Les obligations des gouvernements locaux sont importantes. Il faut être attentif et renforcer les mesures de rapprochement et de cohésion sociale dans les sociétés. Une ville avec une véritable cohésion et favorisant l'intégration est capable de faire face à différents types de crises. »

## ERRATUM

Hans Hesselmann est Président de la Coalition européenne des villes contre le racisme, et y représente la Ville de Nuremberg (Allemagne), dont le maire est le Dr Ulrich Maly et non pas M. Hesselmann, comme nous l'avons malencontreusement écrit en page 7 du n°23 de *sHsregards*, dans l'article concernant le projet « Voix des jeunes contre le racisme ». La rédaction présente toutes ses excuses aux intéressés.

Le comité directeur de la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) devait se réunir, du 14 au 16 mai 2009, à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie), afin de préparer la 3<sup>e</sup> conférence générale de la Coalition et réfléchir au développement de ce réseau régional en Europe de l'Est.

Prévue à Toulouse (France), du 19 au 20 novembre 2009, sur le thème « Villes contre le racisme. Nouveaux défis-nouveaux partenariats : dessinons notre avenir », la préparation de la 3<sup>e</sup> conférence générale de la Coalition européenne contre le racisme (ECCAR) devait être au cœur de la réunion du comité directeur de ce réseau, organisée du 14 au 16 mai, à Saint-Petersbourg.

En se tenant dans la 2<sup>e</sup> ville la plus peuplée de la Fédération de Russie qui a rejoint la Coalition en avril 2007, cette réunion allait ainsi permettre de préparer le rassemblement annuel de l'ECCAR en mesurant l'état de son développement sur différents fronts – et notamment celui des indicateurs d'évaluation des politiques municipales de lutte contre le racisme –, tout en cherchant à mobiliser les municipalités d'Europe de l'Est.

Forte de quelque 88 villes, réparties dans 18 pays européens, la Coalition souffre en effet d'une faible présence en Europe orientale, ne comptant, pour l'instant, dans son réseau, que les villes de Balti (République de Moldova), de Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) et de Grozny (République de Tchétchénie). Cette tendance serait, cependant, en train de s'inverser, comme en témoigne le nombre croissant de villes russes et de pays limitrophes, tels l'Ukraine, qui manifestent un vif intérêt pour la Coalition.

Plusieurs municipalités et partenaires de cette partie de l'Europe étaient donc invités à participer à la réunion du comité directeur, parmi lesquels les commissions russe et moldave pour l'UNESCO, qui ont manifesté leur désir de s'impliquer davantage. De fait, la réunion de Saint-Petersbourg devait leur en offrir une occasion unique, en leur donnant la possibilité d'assister à la préparation de la prochaine conférence



© C. Carrennak / Banque Mondiale

générale de la Coalition. Comme chaque année, cette rencontre permettra d'échanger sur les différentes actions entreprises par les villes membres du réseau pour mettre en œuvre le « Plan d'action en 10 points », sorte de plateforme d'action commune à toutes. Elle sera aussi, en 2009, un lieu de débat sur le renforcement de la vigilance contre le racisme, l'amélioration de la participation et de l'information des citoyens, la protection des victimes d'actes racistes ou de discrimination liée à l'emploi et au logement, ainsi que sur l'impact de la crise économique sur l'extrême droite... Autant de questions qui intéressent également les villes de l'est de l'Europe, comme ne devraient pas manquer de le rappeler les membres du comité directeur de l'ECCAR, en examinant l'agenda de la conférence générale.

Outre cet examen, ils devaient également étudier les mesures à prendre pour favoriser une plus grande implication de la jeunesse dans les activités de la Coalition, en faisant valoir la volonté d'agir et la créativité des jeunes, conformément aux recommandations portées au Parlement européen par les jeunes affiliés aux villes membres de la Coalition (lire *sHsregards* n°23). ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Kornelia Guse, [k.guse@unesco.org](mailto:k.guse@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 44 62

## Les sciences sociales et humaines au sein des commissions nationales pour l'UNESCO



Dossier réalisé avec:  
**Arjan van Dal**, Spécialiste  
du programme des sciences  
de la Commission néerlandaise  
pour l'UNESCO.

Édition originale en français:  
**Coraline Bardinat**, Secteur des sciences  
sociales et humaines de l'UNESCO

Pour plus d'informations,  
merci de contacter:  
**Commission néerlandaise  
pour l'UNESCO**  
Kortenaerkade 11/ P.O.Box 29777  
2502 LT The Hague,  
Pays-Bas

Courriel: [scunesco@unesco.nl](mailto:scunesco@unesco.nl)  
Tél.: +31 70 42 60 263  
Site web: [www.unesco.nl](http://www.unesco.nl)



# Zoom sur les Pays-Bas



# Les Pays-Bas jettent des ponts entre les sciences

Après les Philippines, le Canada, le Malawi, Cuba et le Liban, *shsregards* poursuit son tour du monde des commissions nationales pour l'UNESCO et fait étape, ce trimestre, aux Pays-Bas, où sciences naturelles et sciences sociales et humaines sont traitées à égalité au sein d'un même Comité dont l'ambition est de contribuer au développement humain durable.

**D**eus mare, Batavus litora fecit (« Dieu a créé la mer, et le Batave la côte »), dit un vieux dicton. Et c'est bien par la mer que l'on est tenté d'aborder les Pays-Bas. Non pas parce que ce pays dispose aujourd'hui de l'un des ports les plus dynamiques d'Europe, ni même parce qu'il fut l'une des plus importantes puissances maritimes mondiales au XVII<sup>e</sup> siècle, mais parce qu'en allant à la rencontre de la Commission néerlandaise pour l'UNESCO, on découvre combien, ici, la gestion de l'eau demeure un véritable enjeu, et combien, à l'heure du réchauffement climatique, les sciences sociales et humaines peuvent contribuer à appréhender ce défi.

## 1/4 du territoire sous le niveau de la mer

Si des Pays-Bas, on connaît les peintures de Rembrandt, les tulipes, les moulins à vents ou encore les canaux d'Amsterdam, on oublie, en effet, souvent qu'ils sont ainsi nommés parce qu'ils comptent parmi les pays dont l'altitude moyenne est la plus basse au monde : plus du quart de leur territoire se trouve en dessous du niveau de la mer. D'une superficie de 41526 km<sup>2</sup>, pour une population d'environ 16 millions d'habitants, les Pays-Bas comptent aussi parmi les pays les plus densément peuplés, même s'ils ne représentent qu'une partie du Royaume des Pays-Bas, également composé des Antilles néerlandaises et d'Aruba, îles de la Mer des Caraïbes.

Pays à multiples facettes et à l'identité culturelle métissée, il est reconnu comme un État particulièrement respectueux des libertés individuelles et a pris le soin d'inscrire, dans sa constitution, le refus de toutes formes de discrimination. Dans ce pays siège, par ailleurs, un nombre conséquent d'institutions européennes et internationales, dont le Tribunal pénal international et l'Organisation internationale d'interdiction des armes chimiques.

## Une commission autonome

Tolérance, culture de la paix et éthique environnementale... D'évidence, les programmes de l'UNESCO ont, depuis longtemps, trouvé écho, ici.

C'est en mai 1947, 5 mois après leur adhésion à l'UNESCO, que les Pays-Bas se dotent d'une commission nationale pour mettre en œuvre ces programmes. Sa mission : conseiller le gouvernement sur toutes les questions relatives aux domaines de compétence de l'Organisation, de l'éducation à la culture, en passant par les sciences et la communication.

Également chargée de diffuser les informations relatives à l'UNESCO, la Commission jouera, dès lors, un rôle de liaison entre les réseaux de l'Organisation internationale et les mondes éducatifs, scientifiques, politiques, les ONG et les médias néerlandais.

Quoique financée directement par le budget du ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences, elle fonctionne de manière autonome, déve-

loppant des coopérations de tous côtés. Décidant seule de ses activités, elle opère ainsi en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation, mais également avec celui des Affaires étrangères, le gouvernement des Antilles néerlandaises et d'Aruba, et le Conseil national de la jeunesse.

Elle est de ces commissions nationales extrêmement proches de la Délégation permanente de leur pays auprès de l'UNESCO, contribuant activement à la préparation des recommandations présentées par celle des Pays-Bas auprès de toutes les instances décisionnelles de l'Organisation.

Loin de s'inscrire dans un fonctionnement pyramidal, elle entretient des relations très étroites avec plusieurs autres commissions nationales, et notamment la toute jeune Commission des Antilles néerlandaises, créée en 1995, ainsi que celles des pays du Benelux, les commissions flamande et luxembourgeoise, avec lesquelles elle se concerta régulièrement sur les programmes de l'UNESCO et développe des activités conjointes.

En mai 2008, elles se sont ainsi associées pour organiser, ensemble, la 15<sup>e</sup> rencontre des commissions nationales pour l'UNESCO d'Europe et d'Amérique du Nord, mettant au point, pour cette occasion, de nouvelles méthodes de travail permettant de passer de la traditionnelle transmission de rapports à un véritable échange d'idées, afin de mieux tirer profit du savoir-faire et de l'intelligence collective des commissions nationales et renforcer, ainsi, leur capacité à agir avec efficacité dans la poursuite d'objectifs communs.

## Contribuer au développement humain

Comptant 11 membres permanents, la Commission néerlandaise pour l'UNESCO s'appuie, au quotidien, sur 3 Comités sectoriels qui se nourrissent les uns des autres. L'un est chargé de l'éducation, un autre de la culture, de la communication et de l'information, tandis qu'un troisième regroupe les sciences naturelles et les sciences sociales et humaines. Tous coopèrent et il n'est pas rare que des projets initiés par l'un soient finalement développés par un autre.

Composé de 10 spécialistes dans des disciplines telles que l'éthique médicale, l'hydrologie, le développement durable, les droits humains ou encore la géoscience, le Comité chargé des sciences ne revendique, pour sa part, qu'un seul objectif : contribuer au développement humain durable, condition fondamentale pour favoriser une coexistence pacifique entre les peuples. De fait, qu'elles soient dites « dures » ou « molles », toutes les sciences sont, ici, appréhendées sur un pied d'égalité, car perçues comme toutes aussi indispensables pour aborder les différentes facettes des problématiques traitées par l'UNESCO.

Un projet, présenté plus loin dans ce dossier est, à cet égard, exemplaire : celui qui a permis d'explorer les valeurs socioculturelles de l'eau. Aux Pays-Bas, où l'on construit depuis longtemps digues et barrages pour prévenir les menaces que cette dernière fait peser sur le territoire, l'approche multidisciplinaire développée par le Comité des sciences de la Commission néerlandaise pour l'UNESCO a poussé à davantage utiliser le prisme des sciences sociales et humaines pour aborder la question de l'eau. Le résultat ? Une contribution indéniable à la réconciliation des Néerlandais avec un élément qui a contribué à bâtir leur identité culturelle. ¶

Coraline Bardinat





Quels bénéfices avez-vous tiré de votre participation à un projet mené avec la Commission néerlandaise pour l'UNESCO ?

**BARBARA M. OOMEN, Département des sciences sociales de la Roosevelt Academy de l'Université d'Utrecht.**

« La Commission nous a aidé à mener une recherche sur la place accordée aux droits humains dans les programmes d'enseignement. Chez nous, il y a une grande diversité dans les écoles, car il n'existe pas de programme officiel. Cette recherche, menée sur les examens, manuels et pratiques d'enseignement, nous a permis de mieux cerner la place occupée par les droits humains, notamment, dans les programmes d'histoire et d'éducation civique. Sur la base de ses résultats, nous avons organisé une rencontre d'experts, qui a permis un véritable débat sur les politiques publiques. Une demande a ensuite été présentée au Parlement néerlandais pour renforcer l'éducation aux droits humains. »

**10,1%**

C'est le pourcentage de la population de nationalité étrangère vivant aux Pays-Bas en 2005 (OIM).

## Agir, sans relâche, pour renforcer et promouvoir les droits humains

**M**ême si le pays est réputé pour sa tolérance et son respect des libertés individuelles, la Commission néerlandaise assure, sans relâche, la promotion des droits humains, favorisant rencontres et réflexions collectives, et apportant la contribution de ses experts à différents projets.

En partenariat avec un consortium d'universités néerlandaises et le soutien financier de l'Académie royale des sciences des Pays-Bas et de la Province de Zeeland, elle a ainsi organisé, en septembre 2007, une conférence qui a réuni des juristes, des scientifiques, des décideurs politiques, des représentants d'ONG, ainsi que de nombreux étudiants, afin d'identifier les obstacles et opportunités au renforcement des droits socio-économiques et culturels aux Pays-Bas. L'objectif était de tirer des leçons des pays du Sud.

En présence du ministre de la Justice

néerlandais, le juriste Albie Sachs, de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud, et le Juge Muralidhar, de la Cour suprême de New Delhi, sont venus partager leurs expériences. La conférence fut un grand succès : ses conclusions furent intégrées dans la stratégie sur les droits humains mise en œuvre par le ministère des Affaires étrangères néerlandais, et des ateliers sur la législation internationale et les droits socio-économiques et culturels furent mis en place à l'intention des présidents des différentes Cours de justice néerlandaises.

Plus récemment, dans le cadre de la commémoration par l'UNESCO du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Comité des sciences et celui chargé de l'éducation au sein de la Commission des Pays-Bas ont organisé une rencontre d'experts, avec une ONG néerlandaise rassemblant des organisations spécialisées dans les droits humains. Portant

sur l'éducation aux droits humains, cette réunion, qui s'est tenue le 2 décembre 2008, à La Haye, a permis de confronter les points de vue de nombreux chercheurs et juristes, de représentants des ministères néerlandais de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de l'Éducation, ainsi que de militants d'ONG, parmi lesquelles la Fondation Anne Frank et Amnesty International.

À l'issue de cette rencontre, qui a mis en avant l'importance d'intégrer l'éducation aux droits humains dans l'éducation civique aux Pays-Bas, les décideurs politiques ont été invités, par le ministre de l'Éducation à organiser une seconde conférence dont l'objectif final était de définir une stratégie d'action commune pour 2009, déclarée par les Nations Unies « Année internationale de l'éducation aux droits humains ». ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Arjan van Dal, [avandal@unesco.nl](mailto:avandal@unesco.nl), tél. : +31 70 42 60 386

# Permettre à la jeunesse de faire entendre sa voix

Comment mener à bien la mission principale de l'UNESCO, qui entend ériger les frontières de la paix dans l'esprit des hommes, sans donner la possibilité aux bâtisseurs du monde de demain de participer à la réflexion sur les sujets qui les concernent ?

Depuis longtemps déjà, la Commission néerlandaise a fait de la jeunesse l'un de ses publics prioritaires, s'efforçant d'associer un maximum de jeunes à ses activités. Les Pays-Bas revendiquent d'ailleurs d'avoir été le premier État membre de l'UNESCO à envoyer un jeune délégué à la Conférence générale de l'Organisation. C'était en 1972. Deux ans après que la 16<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO a adopté une résolution invitant chaque pays membres à se doter d'un représentant de la jeunesse.

Depuis cette date, le jeune délégué des Pays-Bas, qui participe, tous les deux ans,

au Forum des jeunes de l'UNESCO, organisé à la veille de chaque Conférence générale de l'Organisation, est également membre consultatif de la Commission néerlandaise. Sélectionné par le Conseil national pour la jeunesse – *Jeugdraad* –, qui rassemble toutes les organisations néerlandaises pour les jeunes âgés de moins de 30 ans, ce jeune délégué participe, régulièrement, aux réunions des différents Comités de la Commission, donnant son avis sur les projets existants et proposant de nouvelles activités.

Récemment élue pour une période d'un an et demi, Masooma Yousufzai a ainsi participé à plusieurs rencontres, dont la dernière réunion du Comité des sciences, qui s'est tenue en février 2009. Soucieuse de contribuer au renforcement de la visibilité des activités de l'Organisation, par un engagement effectif dans les travaux de la Commission, elle a déjà participé à plusieurs

projets et a, notamment, organisé une « Rencontre des religions », qui a permis à des jeunes de différentes obédiences d'échanger ensemble afin renforcer la tolérance et la compréhension mutuelle. En octobre prochain, elle sera à Paris pour participer à son premier Forum des jeunes de l'UNESCO. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Arjan van Dal, [avandal@unesco.nl](mailto:avandal@unesco.nl), tél. : +31 70 42 60 386  
Masooma Yousufzai, [masoomayousufzai@jeugdraad.nl](mailto:masoomayousufzai@jeugdraad.nl)

© Jan Stads/Neerlandic Centrum voor Volkskultuur



© Facebook/Flickr



# 16,5%

C'est ce que représenterait la population néerlandaise âgée de moins de 15 ans en 2015, selon les projections du PNUD, contre 18,4 % en 2005.

## 3 questions à ... Josee van Eijndhoven

Présidente du Comité des sciences de la Commission néerlandaise pour l'UNESCO depuis 2006, Josee van Eijndhoven enseigne la gestion durable à l'Université Erasmus de Rotterdam, dont elle a présidé le conseil exécutif de 2001 à 2006. Chimiste de formation, elle a également dirigé pendant 10 ans l'Institut néerlandais Rathenau pour l'évaluation de la technologie.

**Comment s'articule le travail que vous menez en sciences sociales et humaines avec les autres programmes de la Commission néerlandaise pour l'UNESCO ?**

La Commission mène une partie de ses activités à travers 3 Comités : celui de l'éducation, celui de la culture et de la communication, et celui des sciences, qui rassemble les sciences sociales et naturelles. Des thèmes développés par l'un peuvent être ensuite traités par d'autres. Ce fut par exemple le cas d'un projet de recherche initié par le Comité des sciences sur le rôle des droits humains aux Pays-Bas, qui a révélé que la connaissance de ces droits était limitée dans le pays. Le Comité des sciences a encouragé la recherche, puis

organisé une conférence afin de discuter de cette question et démontrer la pertinence des traités internationaux relatifs aux droits humains pour le système juridique néerlandais. La discussion s'est ensuite déplacée vers la place des droits humains dans le système éducatif néerlandais. Logiquement, le projet développé sur ce thème par la Commission est désormais géré par le Comité chargé de l'éducation.

**Selon vous, quels sont les principaux défis aux Pays-Bas dans le domaine des sciences ?**

L'un des principaux défis est sans doute de combattre l'attention inégale portée aux problématiques contemporaines, avec par exemple, trop d'importance accordée aux ➡

# Promouvoir l'éthique et la bioéthique : une priorité pour les Pays-Bas

L'éthique des sciences et la bioéthique sont une priorité pour la Commission des Pays-Bas qui est convaincue que l'UNESCO joue un rôle déterminant pour la prise en compte de ces domaines, à travers son action normative et les espaces d'échanges internationaux qu'elle propose.

De fait, la Commission néerlandaise ne développe pas de projets spécifiques, mais apporte une contribution constante aux activités mondiales de l'Organisation, tant au niveau de la réflexion que de la mise en œuvre, sur le terrain, des programmes de l'UNESCO.

Soucieuse de renforcer la connaissance des instruments développés par cette dernière, elle a ainsi fait une priorité de la promotion de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme, adoptée en 2005, s'efforçant, non seulement d'en partager les contenus avec le grand public et l'ensemble des communautés scientifique et politique néerlandaises, mais également de stimuler la réflexion sur la manière d'en concrétiser les grands principes.

Assurant la vice-présidence du Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB) de l'UNESCO, depuis 2005, elle n'hésite pas à nourrir les débats de cette instance du fruit de l'étroite collaboration qu'elle entretient avec le ministère de la Santé, du Bien-être et du Sport néerlandais sur tous les sujets qui préoccupent le CIGB. Qu'il s'agisse du clonage, du principe de « la responsabilité sociale et la santé », ou encore du renforcement du lien entre cette structure intergouvernementale et les experts indépendants du Comité international de bioéthique (CIB), ses recommandations sont toujours élaborées d'un commun accord avec le ministère, dont un représentant est, d'ailleurs, systématiquement associé aux réunions du CIGB.

Elle participe également activement aux activités de l'UNESCO sur le terrain faisant profiter cette dernière de l'expertise de ses membres. Ainsi, Hans van Delden, Professeur d'éthique médicale de l'Université d'Utrecht, membre de son Comité des sciences, a récemment participé au projet d'Assistance

aux comités de bioéthique (ACB), développé par la Division de l'éthique des sciences de l'UNESCO afin d'aider les États membres de l'Organisation à clarifier le rôle et la mission de chaque comité, développer des méthodes de travail claires, et permettre l'échange d'expérience.

En 2007, l'expert néerlandais a ainsi participé à un premier atelier organisé, au Ghana, sur la dimension technique des modalités de création d'un comité de bioéthique dans ce pays. En janvier 2009, il est retourné au Ghana pour contribuer à un deuxième atelier portant, cette fois, sur les questions pratiques relatives aux méthodes de travail, au rôle et aux fonctions de ces structures. Prochainement, il devrait encore se rendre en Afrique pour partager son expertise, à l'occasion d'une troisième réunion, organisée dans le cadre du mémorandum d'accord signé entre l'UNESCO et la Ghana pour soutenir la mise en place concrète de ce comité. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Arjan van Dal, [avandal@unesco.nl](mailto:avandal@unesco.nl), tél. : +31 70 42 60 386

➡ aspects liés aux sciences naturelles et à l'ingénierie et peu à ceux liés aux sciences sociales. Il faudrait rééquilibrer cela. Un second défi est d'essayer d'apprendre de la façon dont d'autres pays gèrent une problématique, et vice versa.

Quand nous travaillons sur un thème, comme ce fut le cas, par exemple, s'agissant des droits humains dans le contexte néerlandais, nous nous efforçons de mettre les résultats de ce travail à la disposition de l'ensemble de la communauté de l'UNESCO. C'est aussi notre démarche quand notre commission traduit vers l'anglais un ouvrage sur la durabilité et la culture, ou, comme nous l'avons fait plus récemment, une revue de l'histoire néerlandaise de l'eau commandée par un ministère néerlandais.

## Quel type de collaboration développez-vous avec vos partenaires ?

En coopérant avec d'autres structures, nous cherchons à élargir l'impact de nos activités. Généralement, cette coopération se matérialise par la co-organisation d'une ou de plusieurs rencontres que nous finalisons par une publication, afin que les partenaires puissent utiliser les résultats de ces activités dans leurs projets futurs. Dans la plupart des cas, nous coopérons avec des partenaires néerlandais, tels que des comités consultatifs, universités ou ministères, comme le Conseil pour la recherche sur la planification spatiale, la nature et l'environnement, la Roosevelt Academy, l'Université d'Utrecht, ou encore les ministères des Transports, de la Santé et de l'Éducation. ¶



© D.R.

« En coopérant avec d'autres structures nous cherchons à élargir l'impact de nos activités. »

Propos recueillis par Coraline Bardinat

# La valeur socioculturelle de l'eau : un projet exemplaire

**S**'il est un projet particulièrement exemplaire de l'utilité d'approcher un sujet par le prisme des sciences sociales et humaines, c'est bien celui développé par la Commission néerlandaise autour de la valeur socioculturelle de l'eau. Longtemps perçue comme une ennemie dont il fallait se protéger, l'eau est, en effet, désormais vécue, aux Pays-Bas, comme un élément avec lequel il faut composer, voire auquel il faut accorder une place plus importante. Pour en arriver là, il aura fallu commencer par mieux comprendre la relation complexe qui lie les Néerlandais avec elle. Sortir d'une approche technique de la gestion de l'eau. S'enrichir d'autres sciences que celle de l'ingénierie. Aborder la dimension sociale. C'est ce à quoi le Comité des sciences de la Commission néerlandaise s'est attaché en

cherchant à valoriser la relation de tout un peuple à l'eau, qui a contribué à bâtir son identité culturelle. Mettant les sciences sociales et humaines au service de cette compréhension, il a ainsi développé un projet multidisciplinaire, qui explore les liens entre le développement durable et la culture. Entre autres activités, une table-ronde d'experts, organisée, en juillet 2007, avec le Conseil néerlandais pour la recherche sur la planification spatiale, la nature et l'environnement (RMNO) et le Conseil pour l'Éducation supérieure durable (DHO), a abouti à l'établissement d'un plan de suivi des efforts consentis, au niveau national, pour renforcer l'étude du lien culture/développement durable. En avril 2008, une autre réunion a permis de mettre autour de la table des spécialistes de différentes disciplines scientifiques, afin de

contribuer au projet « Watercanon », développé par le ministère des Transports et des Voies d'eau néerlandais, et qui, à travers 25 images, cherche à sensibiliser les jeunes Néerlandais sur la manière dont l'eau a influencé l'histoire de leur pays. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Arjan van Dal, [avandal@unesco.nl](mailto:avandal@unesco.nl), tél. : +31 70 42 60 386

Site web du projet (en anglais et néerlandais) : [www.watercanon.nl](http://www.watercanon.nl)



## POUR ALLER PLUS LOIN



### **Culture and Sustainable Development**

Cet ouvrage rassemble les réflexions d'une table-ronde, organisée, en juillet 2007, sur le potentiel de relation entre culture et développement durable, en identifiant et en hiérarchisant les moyens d'en renforcer la connaissance à travers l'enseignement supérieur et l'innovation. ¶

Prof. dr. J. B. Opschoor  
20 p., Commission néerlandaise pour l'UNESCO, 2008



### **The troubled triangle**

En 2006, le Centre CERES de l'Université d'Utrecht a organisé, avec la Commission néerlandaise, une conférence durant laquelle l'interdépendance entre inégalité, pluralisme et environnement a été analysée. Cet ouvrage, disponible uniquement en anglais, présente les résultats des échanges basés sur la recherche empirique et ethnographique. ¶

Wil. G. Pansters  
222 p., Éditions Rozenberg, 2008  
ISBN 9789036101103



### **Globalization and its New Divides**

Cette publication, uniquement disponible en anglais, est le résultat des travaux de deux ateliers organisés durant une conférence sur la société d'information, organisée, en 2003, à l'université de Tilburg. ¶

Paul van Seters, Bas de Gaay Fortman et Arie de Ruijter  
232 p., Dutch University Press, 2003  
ISBN 9036193516



### **Justiciability of Economic and Social Rights; experiences from domestic systems**

Cet ouvrage, uniquement disponible en anglais, présente les travaux des experts ayant participé à un séminaire sur l'évolution de la justiciabilité des droits sociaux et économiques, organisé par la Chaire UNESCO sur la paix et les droits humains de l'Université de Maastricht. ¶

Fons Coomans  
452 p., Intersentia, 2006  
ISBN 9789050955827

## OUTILS

### **Vademecum pour une nouvelle approche**

À l'issue de la consultation des commissions nationales pour l'UNESCO d'Europe et d'Amérique du Nord, menée en 2008, un outil à destination de toutes les commissions nationales a été mis au point afin de les aider à organiser leurs réunions, y compris les consultations avec le Directeur général de l'UNESCO et toutes les conférences statutaires de l'Organisation. Véritable guide pratique, ce *Vademecum* existe sous forme de livre et sur CD-ROM. Il est également disponible, en anglais et en français sur le site web suivant :

[www.newapproach-unesco-meetings.org](http://www.newapproach-unesco-meetings.org)



### Marcello Balbo

Président de la Chaire UNESCO « L'inclusion sociale et spatiale des migrants internationaux : politiques et pratiques urbaines », à l'université IUAV de Venise (Italie), Marcello Balbo est professeur de planification urbaine, de développement et reconstruction urbaine. Il est l'auteur de *International Migrants and the City* (ONU-Habitat, 2005).

# Politiques d'immigration ou politiques de migration ?

Par Marcello Balbo

Représentant 190 millions de personnes, dont environ 13 millions de réfugiés, les migrants internationaux constituent actuellement près de 3 % de la population mondiale, qui, pour la plupart, décident de s'installer dans les grandes villes.

Ce choix s'explique pour plusieurs raisons. C'est dans les grandes villes que les nouveaux migrants ont la chance de trouver de meilleures perspectives en matière de revenus et un plus grand nombre de réseaux de soutien fondamentaux. Il s'y ajoute qu'elles sont généralement le point d'entrée principal du pays d'accueil, en même temps qu'elles constituent des centres d'informations sur les opportunités existantes.

Elles sont par conséquent d'autant plus attractives que les migrations sont une source de croissance économique importante, à la fois pour le pays de destination, où les migrants acceptent souvent des postes de travail que délaissent les nationaux, et dans le pays d'origine, où les transferts de fonds représentent une source de revenus considérable.

Tout ceci ne contribue pas à faciliter le processus d'inclusion.

L'inclusion est une réalité qui n'est d'ailleurs pas facile à définir, car ses limites sont déterminées, tant socialement qu'historiquement. Elle dépend des différentes stratégies de migration qui sont mises en œuvre : temporaire, permanente, circulaire, individuelle ou en vue d'un regroupement familial. De fait, la ville, multiculturelle et à valeurs multiples, invite à différents types d'inclusion.

L'inclusion signifie principalement le fait de pouvoir fournir aux migrants des opportunités similaires à celles accessibles aux résidents. Dans cette notion, ce qui est crucial, c'est le système de « connexions » avec les réseaux qui structurent la ville et la société urbaine : l'administration publique (services urbains), le marché

du travail, la représentation (citoyenneté), la communauté et la famille. Quand ces liens n'existent pas, sont encombrés ou se chevauchent, des réseaux d'autonomie apparaissent, en ayant toutefois pour conséquence un morcellement, tant social que géographique, un isolement, qui peuvent, en dernière instance, déboucher sur la création d'un conflit social.

C'est dire que l'espace a un rôle majeur dans l'inclusion urbaine. En ce sens, on peut noter que le logement à loyer élevé, ou qui exclut les étrangers, fait partie des plus importants obstacles à l'inclusion des migrants. Cela se traduit d'ailleurs par la création de communautés de migrants de la même région, qui se regroupent dans des zones spécifiques, entraînant ainsi une plus grande fragmentation sociale et spatiale de l'espace urbain, contribuant à saper l'idée même de la ville, comme lieu de rencontres et d'échanges.

Ce sont les migrants eux-mêmes qui créent souvent de telles enclaves, dans le but de mieux gérer le manque de services nécessaires. Lorsque les politiques de migration sont fragiles, ou inexistantes, les réseaux de soutien et d'aide mutuelle sont la seule réponse aux besoins des migrants, plus particulièrement lors d'une première installation. Cependant, ces réseaux peuvent aussi causer un isolement, ce qui retarde l'intégration dans la plus grande communauté urbaine. Les réseaux d'aide mutuelle devraient être soutenus, mais de manière à éviter la formation d'« enclaves » dans l'espace urbain.

L'inclusion, c'est en effet accepter que chaque individu et chaque communauté a le droit à la ville, à l'expression et au respect de sa culture et de ses traditions, dans une vision résolument cosmopolite qui reconnaisse la valeur positive qu'apporte la diversité. ¶

## APPEL À CONTRIBUTIONS



### Forum sur les migrations

Avec cet article du Pr Balbo, *SHSregards* lance un forum de discussion sur l'inclusion des migrants dans les villes, susceptible de contribuer au travail de la Section migrations internationales et politiques multiculturelles de l'UNESCO. Les réactions, propositions ou commentaires doivent être envoyés à l'adresse suivante : [migrants&cities@unesco.org](mailto:migrants&cities@unesco.org)

# Le droit à la mobilité, un droit humain ?



Depuis sa publication en anglais, en 2007, le livre *Migrations sans frontières* rencontre un véritable succès auprès des chercheurs et décideurs politiques, comme en témoigne sa récente nomination pour le prix 2009 de l'Association des études des régions frontalières. Aujourd'hui traduit en espagnol, en français, en russe, et bientôt en chinois, il est désormais disponible à un plus large public.

Qu'arriverait-il si les contrôles aux frontières étaient supprimés et si les personnes pouvaient se déplacer librement à travers le monde ? Un ouvrage dirigé par deux spécialistes du programme de l'UNESCO sur les migrations internationales se penche sur les différents aspects de ce scénario de « migrations sans frontières », qui interpelle de plus en plus les chercheurs, les ONG, et les hommes politiques. Rassemblant les approches de spécialistes originaires des cinq continents, cet essai met d'emblée à nu le fait qu'au droit d'émigrer, inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (art.13-2), ne correspond aucun droit d'immigrer, le droit d'entrée dans un pays relevant de la seule souveraineté des États. Partant de cette contradiction flagrante, les co-auteurs de l'ouvrage s'interrogent : Peut-on raisonnablement envisager, dans un contexte de strict contrôle des flux migratoires, un monde où chacun serait libre de se déplacer, de franchir les frontières et de s'installer où bon lui semble ? Qu'arriverait-il si les contrôles aux frontières étaient purement et simplement supprimés ? Le droit à la mobilité ne devrait-il pas être le même pour tous ? Quel serait

le visage d'un monde de « migrations sans frontières » ? Un tel scénario est-il seulement possible ?

À tout cela, les co-auteurs de cet essai, dont l'expertise est mondialement reconnue, répondent par l'affirmative, ce qui ne les empêche pas de passer au crible leurs argumentations, les convergences et les contradictions. Loin de succomber à une quelconque forme d'angélisme, ils déroulent ainsi une analyse méticuleuse des enjeux éthiques et économiques soulevés par le phénomène des migrations et examinent soigneusement les conséquences sociales et sociétales d'une libre circulation des individus à travers le monde.

Aujourd'hui disponible en quatre langues, et bientôt traduit en chinois, *Migrations sans frontières. Essais sur la libre circulation des personnes* s'impose, de fait, comme un ouvrage de référence, qui enrichit grandement le débat par ses idées novatrices sur les questions de migrations. Il vient, d'ailleurs, d'être nommé pour le prix 2009 de l'Association des études des régions frontalières. ¶

*Migrations sans frontières. Essais sur la libre circulation des personnes*  
Sous la direction d'Antoine Pécoud et Paul de Guchteneire  
384 p., Éditions UNESCO, 2009  
24 €  
ISBN 978-92-3-204024-4  
(également disponible en anglais, en espagnol et en russe)

Pour commander ce livre, merci de contacter :  
Éditions UNESCO,  
publishing.promotion@unesco.org,  
fax : +33 1 45 68 57 39,  
<http://publishing.unesco.org>

La version russe est téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante :  
<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001557/155779R.pdf>

## La RISS revisite la notion d'État-nation

À l'heure de la mondialisation et des bouleversements qu'elle opère dans les structures mêmes de nos États, la *Revue Internationale des Sciences Sociales (RISS)* a choisi de questionner les concepts de construction nationale et d'État-nation. Elle livre ici l'état de la réflexion de chercheurs qui mettent en perspective les mutations en cours, et notamment les liens et interactions entre société « civique » et société « civile ». ¶

*Dilemmas in Nation-building*  
ISSJ No. 192

p. 148-319, UNESCO/Wiley-Blackwell, 2008

ISSN 0020-8701

22,50 \$

(uniquement en anglais, bientôt en français)

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
John Crowley, [j.crowley@unesco.org](mailto:j.crowley@unesco.org),  
tél. : +33 1 45 68 38 28



## Les droits humains au Brésil

Faisant pendant à l'ouvrage *Direitos humanos*, paru en 2008 et annoncé dans *SHSregards* n°23, ce nouvel opus de Marco Mondaini nous offre 33 textes sur l'évolution de la prise en compte des droits humains au Brésil. L'ouvrage aborde la lutte menée en faveur des droits civils et politiques pendant la période de dictature militaire et la conquête de la démocratie dans le pays. Il rassemble notamment des textes de grands penseurs contemporains tels que Caio Prado Júnior, Florestan Fernandes, Leonardo Boff, Betinho, Ulysses Guimarães, et Tancredo Neves. ¶

*Direitos humanos no Brasil*

Marco Mondaini

143 p., UNESCO Brasília / Editora Contexto,  
2009. 978-85-7244-422-4  
(uniquement en portugais)

Pour commander ce livre :  
[grupoeditorial@unesco.org.br](mailto:grupoeditorial@unesco.org.br)

## L'IJMS s'intéresse au retour des migrants dans leur pays d'origine

La *Revue internationale des sociétés multiculturelles (IJMS)* consacre son dernier numéro à la réintégration des migrants de retour dans leur pays d'origine. Ce retour constitue un processus qui s'inscrit dans la durée, avec un degré de préparation qui varie en fonction de facteurs propres à l'expérience migratoire de l'individu, mais également extérieur à celle-ci. À travers les exemples de l'Europe, du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Asie et de l'Amérique latine, l'IJMS analyse les différents modes de réintégration et tente de cerner les raisons de la réussite ou de l'échec du retour... Des variables-clés à prendre en compte dans la définition des politiques migratoires. ¶

*IJMS* Vol.10, No.2

UNESCO, 2008, ISSN 1817-4574

Pour lire ce numéro (uniquement en anglais) :  
[www.unesco.org/shs/ijms](http://www.unesco.org/shs/ijms)

## Ouvrir les écoles pour prévenir la violence

Publié dans la collection *Abrindo Espaços*, ce livre rend compte des premiers résultats obtenus dans le cadre d'un projet lancé par le bureau de l'UNESCO à Brasília, en 2000. Il prône l'ouverture des écoles en fin de semaine et met en avant le rôle fondamental de l'école publique dans la prévention de la violence et dans la construction d'une culture de la paix. ¶

*Mais educação, menos violência*

Marcos Rolim

101 p., UNESCO Brasília / Fundação Vale, 2008.  
978-85-7652-075-7  
(uniquement en portugais)

Pour télécharger le livre en pdf :  
<http://unesdoc.unesco.org/images/0017/001785/178542por.pdf>

Pour recevoir la version imprimée :  
[grupoeditorial@unesco.org.br](mailto:grupoeditorial@unesco.org.br)





## Apprendre la bioéthique en s'amusant !

Résultat d'une collaboration active entre la Chaire UNESCO de bioéthique de l'Université de Haifa, la Commission israélienne pour l'UNESCO et le programme d'enseignement de l'éthique de l'UNESCO, ce livre prône l'éducation à la bioéthique par le jeu et le divertissement.

Le caractère ludique de la méthode n'enlève cependant rien au sérieux de cet ouvrage, écrit par le spécialiste du programme des sciences sociales et humaines au bureau de l'UNESCO à Bangkok, qui s'appuie sur des expériences conduites, notamment, au sein de l'École d'éthique UNESCO pour l'Asie et le Pacifique. ¶

### *Moral Games for Teaching Bioethics*

Darryl R. J. Macer  
122 p., UNESCO Chair in Bioethics, Haifa, 2008  
ISBN 965-7077-40-0  
(uniquement en anglais)

Pour télécharger ce manuel :  
[http://www.unescobkk.org/index.php?id=multilingual\\_material](http://www.unescobkk.org/index.php?id=multilingual_material)

## Faut-il avoir peur des nanotechnologies ?

Face aux espoirs autant qu'aux craintes irraisonnés soulevés par les nanotechnologies, l'UNESCO propose de faire le point sur la question à travers la réflexion de 14 experts, conseillers de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST). Ces derniers revisitent l'apport des avancées technologiques en nanotechnologie, examinent les polémiques entourant sa définition et explorent les questions éthiques et politiques qui lui sont liées. ¶

### *Nanotechnologies, éthique et politique.*

Sous la direction de Henk ten Have  
264 p., Éditions UNESCO, 2008  
22 €  
ISBN 978-92-3-204051-0  
(également en anglais)

Pour commander ce livre, merci de contacter :  
Éditions UNESCO,  
[publishing.promotion@unesco.org](mailto:publishing.promotion@unesco.org),  
fax: +33 1 45 68 57 39,  
<http://publishing.unesco.org>

## Introduction à l'éthique environnementale

Ce manuel d'introduction à l'éthique de l'environnement à l'usage des étudiants a été conçu dans le cadre d'un projet sur l'éthique environnementale et l'enseignement de la bioéthique en Biélorussie, mis en œuvre par la « International Sakharov Environmental University » de Minsk avec le soutien financier de l'UNESCO. Il traite de l'éthique de l'environnement comme matière d'étude, dans ses dimensions historiques, théoriques, politiques et pratiques et s'articule autour d'une série d'exercices et d'études de cas qui mettent en lumière les enjeux et les controverses actuels liés à l'environnement. ¶

### *Basics of Environmental Ethics – educational manual for university students*

Marco Mondaini  
Sous la direction de T.V. Mishatkina et S.P. Kundas  
291 p., UNESCO Moscou / ISEU, 2008  
978-985-6823-70-4  
(uniquement en russe)

Pour télécharger ce manuel :  
<http://unesdoc.unesco.org/images/0017/001792/1792051.pdf>

## Plus d'éthique = plus de développement

Dans ce livre, paru en espagnol en 2004, l'auteur, qui est conseiller en politiques publiques auprès du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), analyse l'impact des valeurs morales et du capital social sur le développement. Il met ainsi en lumière les grands défis moraux latino-américains, en s'appuyant sur des expériences concrètes dans lesquelles l'éthique a changé la réalité. ¶

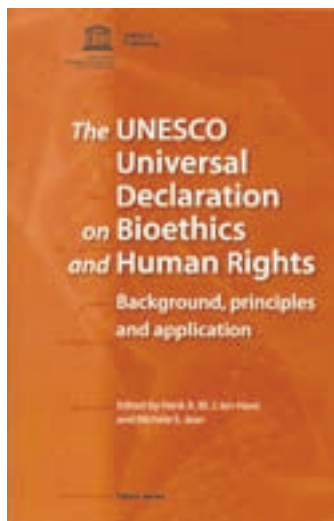
### *Mais ética, mais desenvolvimento*

Bernardo Kliksberg  
310 p., UNESCO / CNI-SESI, 2008  
11 €  
ISBN 85-7652-046-X  
(en portugais)

Pour commander ce livre :  
[grupoeditorial@unesco.org.br](mailto:grupoeditorial@unesco.org.br)



# Historiques, principes et application d'une Déclaration



**Venant de paraître en anglais, et très bientôt disponible en français, un ouvrage, publié par les Éditions UNESCO, décrypte la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme, article par article.**

S'inscrivant dans la continuité des efforts de l'UNESCO pour favoriser la compréhension des principes contenus dans la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme, cet ouvrage offre une impulsion nouvelle à la diffusion de ce document, qui se veut un garde-fou contre une utilisation irraisonnée des progrès de la science.

Tout juste paru en anglais, et très prochainement disponible en français, ce livre propose des points de vue et des commentaires fouillés sur chacun des 28 articles qui composent la Déclaration, adoptée, en 2005, par les États membres de l'UNESCO. Ses auteurs – qui, pour la plupart, ont directement contribué à l'élaboration de ce texte, en tant que membres du Comité international de bioéthique (CIB), experts gouvernementaux, délégués, ou simples participants aux réunions – ont été invités à répondre à trois questions : Pourquoi tel ou tel article figure-t-il dans

la Déclaration ? Quelle est sa signification dans le contexte de la Déclaration ? Comment peut-il être appliqué ? Leurs contributions permettent d'apporter un véritable éclairage sur l'arrière-plan historique du texte, ainsi que sur son évolution, à travers le processus de rédaction. À travers leurs réponses, ils proposent également une réflexion sur la pertinence de ce document, par rapport aux Déclarations antérieures et à la littérature existante, ainsi que sur ses interprétations et applications possibles dans des débats complexes et stimulants sur la bioéthique. Au total, ils démontrent la cohérence interne des articles, ainsi que la pondération, l'analyse, la réflexion et les négociations qui ont mené au texte final de la Déclaration. L'adoption de cette dernière avait marquée une étape importante dans l'histoire de la bioéthique. Pour la première fois, environ 190 pays se sont, en effet, engagés, aux côtés de la communauté internationale, à respecter, à appliquer et à faire appliquer des principes fondamentaux d'éthique dans les domaines de la médecine, des sciences de la vie et des technologies associées. Aujourd'hui, cette Déclaration offre un cadre cohérent de principes et de procédures dont le but est véritablement d'aider les États dans la mise en place de leurs politiques, législations et codes d'éthique. Elle aborde de front des sujets tels que le respect de la dignité humaine et de l'autonomie, les droits de la personne, le consentement éclairé, et innove avec une disposition sur « la responsabilité sociale et la santé ». ¶

### *The UNESCO Universal Declaration on Bioethics and Human Rights – Background, principles and application*

Sous la direction de Henk ten Have et Michèle S. Jean  
370 p., Éditions UNESCO, 2009  
26 €  
ISBN 978-92-3-104088-7

Pour commander ce livre, merci de contacter :  
Éditions UNESCO,  
[publishing.promotion@unesco.org](mailto:publishing.promotion@unesco.org),  
fax: +33 1 45 68 57 39,  
<http://publishing.unesco.org>



© UNESCO/ New Delhi

## Un guide pour les professionnels de la ville en Inde

Une adaptation au contexte urbain indien du guide à l'intention des professionnels de la ville, intitulé *Des Quartiers historiques pour tous : une approche sociale et humaine pour une revitalisation durable*, devrait être présentée à l'occasion du Sommet Habitat 2009, qui se tiendra du 23 au 30 septembre 2009, à New Delhi (Inde), avec le soutien de la Chaire UNESCO en durabilité sociale des quartiers historiques de l'Université Yonsei, à Séoul (République de Corée) et de l'ONU-HABITAT.

Grâce à la diligence du bureau de l'UNESCO à New Delhi (Inde), un comité de lecteurs, regroupant une trentaine d'experts – parmi lesquels des urbanistes et des architectes, mais également des sociologues et des représentants des autorités locales indiennes – s'est réuni le 18 février 2009, à l'Institut des Sciences Sociales de New Delhi, pour évaluer une première version de l'ouvrage. La publication de ce guide – qui vise à renforcer les pouvoirs des acteurs urbains locaux pour la revitalisation des quartiers historiques, en promouvant une approche holistique en accord avec les principes de développement durable et de justice sociale – reflètera ainsi la complexité du scénario urbain indien, la structure du gouvernement local, ainsi que la réforme actuellement menée par la Mission nationale de renouvellement urbain Jawaharlal Nehru pour faire face à l'augmentation attendue de la population urbaine. Représentant aujourd'hui 28 % d'une population totale de plus d'un milliard d'habitants, la part de la population indienne vivant en zone urbaine devrait, en effet, atteindre 41,4 % en 2030, selon toutes les projections. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Marina Faetanini, [m.faetanini@unesco.org](mailto:m.faetanini@unesco.org), tél. : +91 11 26 71 3000

# AGENDA

## MAI

### 5 mai

Ambassade de Prévention itinérante. Bruxelles, Belgique. ([g.elkhoury@unesco.org](mailto:g.elkhoury@unesco.org))

### 10-12 mai

Forum mondial des sciences sociales. Bergen, Norvège. ([c.golden@unesco.org](mailto:c.golden@unesco.org))

### 11-12 mai

Réunion de haut niveau sur l'enseignement de la philosophie dans la région arabe. Tunis, Tunisie. ([m.goucha@unesco.org](mailto:m.goucha@unesco.org))

### 12-17 mai

Réunion d'experts en éthique. Kinshasa, République démocratique du Congo. ([h.tenhave@unesco.org](mailto:h.tenhave@unesco.org))

### 13 mai

Réunion d'experts internationaux sur « le droit à la vie culturelle ». Genève, Suisse. ([i.zoubenko-laplante@unesco.org](mailto:i.zoubenko-laplante@unesco.org))

### 14-15 mai

Réunion du comité directeur de la Coalition européenne des villes contre le racisme. Saint-Petersbourg, Fédération de Russie. ([k.guse@unesco.org](mailto:k.guse@unesco.org))

### 17-20 mai

Conférence internationale sur les comités de bioéthique dans les hôpitaux. Zefa, Israël. ([h.tenhave@unesco.org](mailto:h.tenhave@unesco.org))

### 18-20 mai

Réunion sur les nanotechnologies dans les États arabes. Doha, Qatar. ([j.crowley@unesco.org](mailto:j.crowley@unesco.org))

### 25-26 mai

Conférence de haut niveau sur l'enseignement de la philosophie en Asie et Pacifique. Manille, Philippines. ([m.goucha@unesco.org](mailto:m.goucha@unesco.org))

### 26-29 mai

Réunion sur les conséquences du changement climatique en Afrique. Niamey, Niger. ([j.crowley@unesco.org](mailto:j.crowley@unesco.org))

### 27-29 mai

Dialogues inter-régionaux de philosophie Asie-États arabes. Bangkok, Thaïlande. ([m.goucha@unesco.org](mailto:m.goucha@unesco.org))

### 29-31 mai

Réunion d'experts en éthique. Chişinău, République de Moldova. ([h.tenhave@unesco.org](mailto:h.tenhave@unesco.org))

## JUIN

### 1-5 juin

34<sup>e</sup> Conférence annuelle de l'Association des études caribéennes (CSA). Kingston, Jamaïque. ([pm.monreal-gonzalez@unesco.org](mailto:pm.monreal-gonzalez@unesco.org))

### 2-5 juin

2<sup>e</sup> forum des ministres des Affaires féminines et dialogue entre chercheurs et décideurs politiques. Mombasa, Kenya. ([c.tekaya@unesco.org](mailto:c.tekaya@unesco.org))

### 8-10 juin

Réunion de formation sur les méthodes de travail du programme ABC. Libreville, Gabon. ([h.tenhave@unesco.org](mailto:h.tenhave@unesco.org))

### 8-9 juin

Réunion du Comité intergouvernemental de l'éducation physique et du sport (CIGEPS). Paris, France. ([g.elkhoury@unesco.org](mailto:g.elkhoury@unesco.org))

### 8-9 juin

Conférence de haut niveau sur l'enseignement de la philosophie en Amérique latine et dans les Caraïbes. Saint-Domingue, République dominicaine. ([m.goucha@unesco.org](mailto:m.goucha@unesco.org))

### 15-16 juin

Atelier de travail « Centres d'information à l'éthique et media : encourager le débat public ». Vilnius, Lituanie. ([a.ampar@unesco.org](mailto:a.ampar@unesco.org))

### 16-18 juin

Session ordinaire de la COMEST. Kuala Lumpur, Malaisie. ([j.crowley@unesco.org](mailto:j.crowley@unesco.org))

### 17-19 juin

Conférence internationale « Bioéthique, droits humains et nouvelles technologies : aspects légaux et éthiques de la santé reproductive et du planning familial ». Baku, Azerbaïdjan. ([a.ampar@unesco.org](mailto:a.ampar@unesco.org))

### 18-21 juin

United World Games 2009 – « Un monde - Un milliard d'amis ». Klagenfurt, Autriche. ([m.dally@unesco.org](mailto:m.dally@unesco.org))

### 22-23 juin

Réunion de haut niveau sur l'enseignement de la philosophie en Afrique. Port Louis, Ile Maurice. ([m.goucha@unesco.org](mailto:m.goucha@unesco.org))

### 23 juin

Évènement dans le cadre du partenariat « Danse pour la Vie ». Paris, France. ([m.scarone@unesco.org](mailto:m.scarone@unesco.org))

### 30 juin-2 juillet

Séminaire régional sur la pauvreté. Brasilia, Brésil. ([c.tekaya@unesco.org](mailto:c.tekaya@unesco.org))

## JUILLET

### 7-8 juillet

Réunion d'experts internationaux sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement. Pérouse, Italie. ([i.zoubenko-laplante@unesco.org](mailto:i.zoubenko-laplante@unesco.org))

### 9-10 juillet

Réunion du Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB). Paris, France. ([s.colombo@unesco.org](mailto:s.colombo@unesco.org))

### 13-19 juillet

Festival mondial de la jeunesse. Stuttgart, Allemagne. ([g.elkhoury@unesco.org](mailto:g.elkhoury@unesco.org))

### 16-17 juillet

Réunion d'experts internationaux sur le droit à bénéficier des progrès scientifiques et de ses applications. Venise, Italie. ([i.zoubenko-laplante@unesco.org](mailto:i.zoubenko-laplante@unesco.org))

### 20-22 juillet

Conférence d'experts sur la mise en place des comités nationaux de bioéthique. Gaborone, Botswana. ([h.tenhave@unesco.org](mailto:h.tenhave@unesco.org))

### 22-24 juillet

9<sup>e</sup> session du Conseil intergouvernemental du MOST (CIG). Paris, France. ([c.von-furstenberg@unesco.org](mailto:c.von-furstenberg@unesco.org))

## RESTONS EN CONTACT !



Pour rester informé des dernières actualités relatives aux publications et aux activités du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, abonnez-vous à *SHS e-Info*, la lettre électronique mensuelle, et à *SHS regards*, le magazine d'information trimestriel.

Tous les détails sur :

[www.unesco.org/shs](http://www.unesco.org/shs)